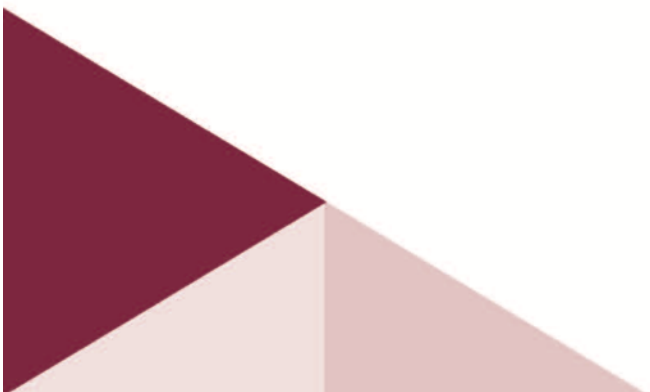


Rapport Financier Semestriel 2026



SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2026	3
1. SYNTHESE ET PRINCIPAUX INDICATEURS	4
2. FAITS MARQUANTS	7
3. METHODES COMPTABLES	11
4. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES	12
5. PERSPECTIVES	22
6. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	25
7. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES	25
8. TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES	26
ETATS FINANCIERS RESUMES AU 30/06/2026	27
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	29
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	30
SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE ACTIF	31
SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE PASSIF	32
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	33
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	34
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	35
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	62
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER	65
GLOSSAIRE	67

Rapport Semestriel d'Activité 2026

COMPTES SEMESTRIELS 2026

Les états financiers résumés consolidés de LNA Santé relatifs à la clôture semestrielle 2026 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 15 septembre 2026 à l'issue d'une mission d'examen limité par les Commissaires aux Comptes.

Le présent rapport financier est disponible à l'adresse du site de la Société : www.lna-sante.com (rubrique Finance).

1. SYNTHÈSE ET PRINCIPAUX INDICATEURS

Dans un environnement politique et économique instable, **LNA a réalisé un premier semestre solide qui permet de confirmer les guidances pour l'année 2026** en termes de croissance d'activité et de progression des résultats. Cette évolution intervient sans concéder au nécessaire effort de transformation du parc qui préfigure ses performances futures. Elle repose aussi sur un mix d'activités diversifié et la résilience du modèle d'entreprise familiale à mission. Elle témoigne de la pertinence des offres de santé avec leur ancrage territorial et de la discipline financière dans la conduite des affaires.

Les six premiers mois de l'année ont ainsi été marqués par la croissance de tous les métiers, grâce à la dynamique des offres ambulatoires et la remontée des occupations en EHPAD.

Ces deux facteurs portent la **croissance organique à +7,0% en base publiée** au-delà de l'objectif annuel fixé en début d'exercice à 5,0%. Le rachat de 2 premiers EHPAD dans la région lyonnaise apporte un surcroît de croissance de 1,0%.

Si les **activités** s'inscrivent toutes **en progression, elles avancent à un rythme contrasté** entre d'une part l'hospitalisation à domicile et les soins ambulatoires qui bénéficient d'un fort effet volume et les autres activités à la croissance plus modérée.

La consolidation du réseau d'établissements s'est par ailleurs poursuivie activement avec le passage au premier semestre 2026 de 556 lits en régime de croisière, portant ainsi à 9 403 lits et places les capacités exploitées du réseau répondant au cahier des charges du projet LNA Santé, soit 86% du parc installé, constitué dans son ensemble de 10 945 lits et places.

Le segment du **régime de croisière** délivre une **marge d'EBITDA hors IFRS 16 de 10,6%**, au-dessus de la guidance fixée entre 10% et 10,5%, et en amélioration par rapport à l'an passé de 46 points de base. La variation s'explique essentiellement par la croissance en volume des établissements d'hospitalisation à domicile et l'amélioration des taux d'occupation en Médico-Social France.

L'écart de marge entre les sites en régime de croisière et ceux en restructuration (constitués essentiellement des cliniques SMR) **se creuse** nettement à 11,7 points contre 3,5 points un an auparavant. Ce mouvement illustre la sensibilité des établissements en cours de restructuration au calendrier du programme de transformation (phase en cours plus intense) et souligne aussi l'enjeu du redressement des performances des cliniques SMR.

En effet, **LNA Santé au sein de son secteur professionnel continue de plaider pour un juste rééquilibrage des tarifs** et une meilleure reconnaissance des projets médicaux de réadaptation en filière hospitalière. Cette reconnaissance peut prendre la forme d'une convergence tarifaire de la part forfaitaire des recettes (dotation populationnelle) et de la part variable à l'activité (à travers les PMJT), et de l'octroi des labels d'expertise.

Les performances robustes sur la période démontrent la capacité de LNA à exécuter sa feuille de route « Grandir Ensemble 3 » et confortent sa culture entrepreneuriale.

En incluant les lits non matures, le **réseau en activité représente** au 30 juin 2026 **10 945 lits** répartis **sur 92 établissements** et trois lignes métiers : maisons de retraite médicalisées, cliniques de soins médicaux et de réadaptation et cliniques psychiatriques, structures d'hospitalisation à domicile. En y ajoutant les capacités à installer, le **parc autorisé atteint 13 298 lits et places** (cf. chapitre perspectives).

Parc de lits par catégorie d'établissements	Juin 2025	Déc 2025	Juin 2026	Nb étb
En croisière	8 802	8 847	9 403	75
En restructuration	1 238	1 268	1 542	17
Parc Exploité	10 040	10 115	10 945	92
Lits à installer	1 579	1 504	2 353	
Parc Autorisé	11 619	11 619	13 298	91*

*le parc autorisé comprend un établissement en moins qu'actuellement du fait du regroupement de 4 EHPAD Confort sur 2 sites à reconstruire (-2) et en sens inverse de l'ouverture d'un EHPAD Elégance à Wasquehal (+1)

Le **chiffre d'affaires** global du premier semestre 2026 s'établit solidement à 484,0 millions d'euros. L'activité **Exploitation** s'élève à **465,1 millions d'euros et progresse** par rapport au premier semestre 2025 de +8,0 %. Elle bénéficie de la **robustesse de la croissance organique de +7,0 %**.

L'activité Immobilière poursuit son accélération, ressortant à 19,0 millions d'euros sur le premier semestre 2026, à la suite de la cession de lots en loueur meublé et d'un ensemble immobilier d'HAD. A cela s'ajoute un autre ensemble immobilier d'HAD externalisé en crédit-bail, portant le total des cessions immobilières à 25,2 millions à mi-exercice 2026 en croissance de 59% sur un an.

L'**EBITDA consolidé** s'élève à 81,1 millions d'euros au premier semestre 2026, **en amélioration de +3,7 % sur un an**. Il présente une **marge sur chiffre d'affaires de 16,7 %**, en variation de -76 points de base par rapport à la même période de 2025.

Hors IFRS 16 (après déduction des loyers), **l'EBITDA progresse de +3,3 %** à 42,1 millions d'euros pour une **marge d'EBITDA consolidé de 8,7 %** du chiffre d'affaires contre 9,1 % un an auparavant. L'érosion représente -43 points de base sous l'effet de l'intensité des transformations en cours du parc des cliniques SMR.

Hors IFRS 16, la marge d'EBITDA de la seule activité Exploitation ressort à 8,2 % contre 8,5 % un an plus tôt (-34 points de base), tandis que **la marge des sites en croisière s'établit solidement et en progression à 10,6 % du chiffre d'affaires**.

Le **résultat opérationnel courant (ROC)** s'établit à 35,5 millions d'euros à mi-exercice, **en hausse de +5,7 % sur un an**. Les dotations nettes pour amortissements et risques et charges augmentent moins vite que l'activité en lien avec une approche de risques plus favorable sur la période.

Le **ROC de l'activité Exploitation progresse de +8,2 % à 36,2 millions d'euros** et présente une marge solide de 7,8 %, stable par rapport à l'an passé.

Le **Résultat Opérationnel atteint 34,8 millions d'euros** en hausse de +5,8 % par rapport au premier semestre 2025 qui intègre une progression de +8,4 % de la contribution du secteur Exploitation.

La **charge financière** globale de -15,1 millions d'euros **s'inscrit en hausse limitée de 4,0 %**, en deçà de la croissance de l'activité. Elle s'explique d'une part par la hausse de l'endettement, en provenance des investissements de développement et des nouveaux encours immobiliers, et d'autre part, par un résultat de change défavorable en secteur Exploitation par rapport à l'an passé. **Le coût de la dette brute ressort ainsi à 3,30 %** contre 3,36 % un an plus tôt.

Compte de Résultat Simplifié <i>En millions d'euros, normes IFRS</i>	1 ^{er} semestre 2026			1 ^{er} semestre 2025			Variation	
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Total
Chiffre d'Affaires	465,1	19,0	484,0	430,6	15,8	446,4	8,0 %	8,4 %
Charges de Personnel	-282,0	-1,4	-283,4	-260,6	-1,5	-262,1	8,2 %	8,1 %
Impôts et taxes	-23,0	-1,1	-24,1	-20,4	-1,2	-21,7	12,5 %	11,0 %
EBITDA	78,9	2,2	81,1	75,4	2,8	78,1	4,7 %	3,7 %
<i>Marge d'EBITDA</i>	<i>17,0 %</i>	<i>11,4 %</i>	<i>16,7 %</i>	<i>17,5 %</i>	<i>17,6 %</i>	<i>17,5 %</i>	<i>-53 pb</i>	<i>-76 pb</i>
EBITDA hors IFRS 16	38,1	4,1	42,1	36,7	4,1	40,8	3,6 %	3,3 %
<i>Marge d'EBITDA hors IFRS 16</i>	<i>8,2 %</i>	<i>21,6 %</i>	<i>8,7 %</i>	<i>8,5 %</i>	<i>25,9 %</i>	<i>9,1 %</i>	<i>-34 pb</i>	<i>-43 pb</i>
Résultat Opérationnel Courant	36,2	-0,6	35,5	33,4	0,2	33,6	8,2 %	5,7 %
<i>Marge Courante</i>	<i>7,8 %</i>	<i>-3,3 %</i>	<i>7,3 %</i>	<i>7,8 %</i>	<i>1,3 %</i>	<i>7,5 %</i>	<i>1 pb</i>	<i>-19 pb</i>
Résultat Opérationnel	35,4	-0,6	34,8	32,6	0,2	32,8	8,4 %	5,8 %
<i>Marge Opérationnelle</i>	<i>7,6 %</i>	<i>-3,3 %</i>	<i>7,2 %</i>	<i>7,6 %</i>	<i>1,3 %</i>	<i>7,4 %</i>	<i>3 pb</i>	<i>-18 pb</i>
Résultat financier	-12,0	-3,1	-15,1	-11,3	-3,2	-14,6	6,2 %	4,0 %
Résultat avant impôt	23,3	-3,7	19,6	21,3	-3,0	18,3	9,5 %	7,3 %
Charges d'impôt	-7,4	0,7	-6,7	-6,4	0,5	-5,9	16,1 %	14,7 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-0,2	0,6	0,4	-0,3	-0,1	-0,4	-33,3 %	-210,6 %
Résultat net 100%	15,7	-2,4	13,3	14,6	-2,6	12,0	7,5 %	10,5 %
Intérêts minoritaires	-0,8	0,0	-0,8	-0,8	0,1	-0,7	-5,4 %	9,5 %
Résultat Net Part du Groupe	14,9	-2,4	12,5	13,8	-2,5	11,3	8,3 %	10,6 %
Marge Nette Part du Groupe	3,2 %	-12,8 %	2,6 %	3,2 %	-15,6 %	2,5 %	1 pb	5 pb

La charge d'impôt fait ressortir un **taux apparent de 34,2 %**, à comparer à 32,0 % l'an passé. Cette variation du taux s'explique par une position prudente retenue sur la récupération de certains déficits avec de moindres impôts différés activés.

Le **résultat net part du Groupe** s'établit à **12,5 millions d'euros**, en **progression de + 10,6 %** sur un an. La marge nette s'inscrit en légère hausse à 2,6 % du chiffre d'affaires contre 2,5 % l'an passé (+5 points de base). Dans un contexte marqué par un important déficit immobilier au 30 juin 2026 et une insuffisance de soutien tarifaire dans les cliniques SMR alliée à une phase de restructuration très intense du parc, LNA Santé délivre une performance solide à mi-année.

Les **investissements de maintien** (Capex) **représentent** 7,2 millions d'euros au premier semestre 2026, soit **1,5 % du chiffre d'affaires**, signant un point de passage favorable par rapport à l'enveloppe attendue en fin d'année. Sur les établissements en régime de croisière, les Capex représentent 1,3 % du chiffre d'affaires et leur taux d'effort rapporté à l'EBITDA hors IFRS 16 s'établit vertueusement à 11,9 %.

Au 30 juin 2026, la dette nette globale atteint 412,4 millions d'euros. Elle intègre une **dette d'Exploitation de 121,9 millions d'euros**, en hausse de 14,6 millions d'euros qui tient notamment compte du retour du développement (investissements de développement de 9,6 millions d'euros),

et une **dette Immobilière de 290,6 millions d'euros** en hausse de 9,1 millions d'euros du fait de l'avancement des programmes de transformation de deux cliniques SMR principalement.

Le **Levier d'Exploitation** ressort au 30 juin 2026 à **1,60x** contre 1,40x à fin décembre 2025 pour un covenant plafonné à 4,25x. Le **Gearing d'Exploitation** s'établit à **24 %** pour une autorisation de 125 %.

La situation de **trésorerie disponible** à la clôture est saine à **89,3 millions d'euros**, dont 82,8 millions pour la seule activité Exploitation. Elle se trouve confortée par une capacité autorisée de tirage du RCF de 119 millions d'euros, qui porte la **liquidité totale de LNA Santé à plus de 208 millions d'euros**.

Grâce à cette liquidité, LNA est en mesure de financer le développement organique de ses activités et de réaliser des acquisitions ciblées au cours des trimestres à venir.

2. FAITS MARQUANTS

2.1. Exploitation

Ensemble des activités

■ Environnement réglementaire

LNA Santé assure une veille active de l'environnement réglementaire afin de prévenir toute difficulté dans la compréhension et la mise en œuvre des dispositions sanitaires, dans l'accueil des publics et dans la gestion des établissements, que les instructions soient d'ordre législatif ou qu'elles émanent de l'Etat et des collectivités territoriales.

Les établissements de LNA Santé coopèrent en toute transparence pour répondre aux demandes formulées par les autorités, à l'instar des missions d'inspections initiées par les Agences Régionales de Santé dont les contrôles n'ont pas démontré d'écarts graves à la réglementation ni de défauts de prise en soin ; elles sont parfois accompagnées de remarques ciblées visant à améliorer les pratiques des établissements.

La réglementation liée à la transparence financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux (décret du 28 avril 2022) a conduit à accroître le niveau d'information des autorités sur le fonctionnement des établissements et à améliorer l'information des résidents quant aux prestations proposées par les opérateurs et aux règles de facturation. LNA Santé a mis en application ces changements réglementaires conformément aux délais prévus par les textes.

Le secteur sanitaire a poursuivi son « virage ambulatoire » avec une incitation forte des prises en charge ambulatoires sur le champ du SMR et de la psychiatrie et une croissance forte du développement de l'hospitalisation à domicile. Une réforme des autorisations est entrée en vigueur en juin 2023 pour l'ensemble des activités de réadaptation. Cette réforme rend notamment systématique la proposition par les établissements d'une prise en charge en ambulatoire des activités proposées en hospitalisation complète, et quand cela n'est pas rendu possible, alors une convention avec une structure ambulatoire est mise en place.

■ Occupation

Les établissements du Groupe LNA Santé ont pris en soin 10 368 résidents/patients par jour en moyenne sur le premier semestre 2026, en augmentation de +6 % par rapport à la même période l'an passé.

■ Occupation

Le secteur Médico-Social France présente un taux d'occupation moyen de 93,5 % sur le premier semestre 2026, en progression de 0,2 point sur un an. Ce niveau figure parmi les plus élevés enregistrés dans la profession et ce malgré le creux démographique affectant la population des personnes âgées de plus de 85 ans, phénomène qui pèse actuellement sur l'ensemble du secteur médico-social.

La gamme Élégance présente une occupation moyenne de 93,0 % au S1 2026, en hausse de 0,2 point comparée à la même période l'année précédente. Portée par le net redressement de l'activité de 3 résidences médicalisées, cette évolution favorable est toutefois atténuée par les effets de l'incendie survenu à la résidence de Chatou, lequel a entraîné la fermeture temporaire d'une unité de 20 chambres, dont la réouverture est attendue à la fin du mois de septembre 2026.

La gamme Confort maintient un taux d'occupation élevé à 95,2 % sur le premier semestre 2026, avec notamment la montée en charge de la résidence Les Jardins de l'Ourcq à Meaux, ouverte en juin 2025, que compense l'entrée dilutive dans le périmètre des deux établissements lyonnais acquis en mars 2026. En dehors de ces mouvements, sur le seul parc en croisière, le taux d'occupation s'élève à 97,3 % et témoigne de la dynamique d'une offre de service dont l'accessibilité tarifaire et la qualité des prestations sont reconnues dans tous les territoires d'implantation.

■ Evolutions tarifaires

Environnement réglementaire

L'arrêté du 24 décembre 2025 relatif aux prix des prestations d'hébergement a fixé pour l'année 2026 l'indexation maximale des contrats des résidents présents au 1^{er} janvier 2026 à +0,86%, sous l'effet du recul de l'inflation, à comparer au taux de + 3,21 % arrêté en décembre 2024 pour l'exercice 2025.

LNA Santé a fait le choix d'une très forte médicalisation de son offre, au moyen de l'option tarifaire en soin global qui concerne 93 % du parc des lits exploités en hébergement permanent.

La loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2024, modifiée par la LFSS 2025, prévoit la mise en œuvre d'une expérimentation visant à simplifier la tarification ternaire des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Jusqu'à présent, le financement des EHPAD repose sur trois sources de financement : 1) un forfait « soins », intégralement pris en charge par la branche « autonomie » de la sécurité sociale 2) un forfait « dépendance », financé majoritairement par les départements et en partie par les résidents 3) les tarifs « hébergement », à la charge du résident (des aides sont possibles selon les situations).

Depuis le 1^{er} juillet 2025, l'expérimentation du Forfait Global Unique (dite de la "fusion des sections soins et dépendance") est conduite dans 23 départements. Elle vise à simplifier la gestion administrative des financements publics alloués aux EHPAD. Le financement de la part hébergement reste inchangée. Il reste à la charge du résident ou du Département (pour les résidents bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement).

7 établissements LNA Santé (5 départements) bénéficient dorénavant du versement d'un forfait global unique relatif aux soins et à l'entretien de l'autonomie (disparition d'un forfait soins et dépendance distinct). Les résidents versent une participation forfaitaire unique (montant identique pour tous les résidents, peu importe l'établissement ou le niveau de dépendance). La gestion des financements ainsi que la facturation des résidents se veut ainsi plus simple et plus lisible.

Il est à noter que cette période expérimentale s'achèvera fin 2026 et devrait être prolongée d'une année avant d'envisager une généralisation à l'ensemble des EHPAD.

Secteur Sanitaire France

■ Occupation

Les cliniques SMR et psychiatriques ont pris en soin 3 610 patients sur le S1 2026, en hausse de +2 % en comparaison du S1 2025. L'activité ambulatoire seule a augmenté de +4 % sur le premier semestre 2026 comparé à la même période l'an passé.

Les cliniques chirurgicales ont vu leur nombre de séjours augmenter de +6 % sur le semestre.

Les structures d'hospitalisation à domicile présentent, pour leur part, une progression de leur activité sur un an de +22 % au 30 juin 2026 et représentent au total 1 542 patients pris en soin en moyenne chaque jour au cours du premier semestre 2026 contre 1 266 un an plus tôt. Cette progression se décompose en deux contributions distinctes : 14 points sont imputables à l'accroissement du taux de recours sur les plateformes historiques, tandis que 8 points résultent de la montée en charge des territoires récemment autorisés, à savoir l'Eure-et-Loir (+54 patients), Caen (+37 patients) et Rouen (+16 patients).

■ Réforme de la tarification des SMR

La réforme de la tarification des cliniques SMR est entrée en vigueur rétroactivement au 1^{er} juillet 2023, avec une mise en œuvre pratique des nouvelles modalités de facturation au 1^{er} janvier 2024. Ce nouveau modèle intègre une part plus importante de tarification à l'activité (50 % des recettes contre 10 % dans l'ancien modèle) et pour le solde un compartiment de dotations fixes déléguées sur des critères géo-populationnels et de qualité des soins.

Le système de financement de l'hospitalisation complète, contraint par un cadre réglementaire défavorable et singulièrement inéquitable pour les opérateurs privés (ex-OQN), n'incite pas au développement des parcours en filière hospitalière et sous-valorise les prises en soin les plus spécialisées. Chaque année, les établissements cherchent à faire reconnaître et à valoriser leurs prises en charge hautement spécialisées à travers l'obtention de reconnaissances d'expertise (activité d'expertise avec financement spécifique adossé).

■ Évolutions tarifaires

Suite à l'application des nouvelles modalités de facturation depuis le 1^{er} janvier 2024 dans le cadre de la réforme de la tarification des SMR, les autorités n'appliquent plus d'évolution unique de prix de journée.

Dorénavant les évolutions tarifaires s'appliquent de manières différenciées selon les compartiments. Le compartiment activité fait l'objet d'une évolution tarifaire guidée par l'ONDAM (Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie) de l'année considérée. Les dotations populationnelles quant à elles font l'objet de revalorisations annuelles par les Agences Régionales de Santé, avec des taux d'évolution différenciés selon les régions en fonction des besoins de rattrapage de ces dernières.

Secteur International Métier

■ Occupation

Le taux d'occupation moyen sur le premier semestre 2026 pour les quatre Maisons de Repos Belges est de 96,3 %, soit une hausse de 0,4 point par rapport à la même période l'an passé.

L'occupation des cliniques polonaises affiche un repli ponctuel en hospitalisation complète, en raison d'un ralentissement temporaire des flux d'admission et sans conséquence sur la dynamique de l'activité à moyen terme. L'hospitalisation de jour poursuit sa montée en charge au 1^{er} semestre 2026 (+30 %).

2.3. Immobilier

Sur le premier semestre 2026, l'activité constatée selon la méthode de l'avancement concerne principalement le secteur sanitaire avec trois programmes d'extension et rénovation du Pôle de Mar Vivo à la Seyne-sur-Mer (83), de la clinique SMR de Granville (50 - Normandie 2) et de la clinique Saint-Roch à Roncq (59) ainsi qu'un programme de construction du SMR de Nantes (44).

Le détail de l'activité immobilière du premier semestre est présenté avec l'analyse des comptes au chapitre 4 et la projection annuelle d'activité ainsi que le panorama des futurs programmes sont commentés au chapitre 5, traitant des perspectives.

2.4. Développement

■ Capacité du parc

Au 30 juin 2026, le parc en exploitation compte 10 945 lits répartis sur 92 établissements :

- 51 EHPAD (5 257 lits) pour le secteur Médico-social France,
- 18 Soins Médicaux et de Réadaptation (3 189 lits et places*), 2 Cliniques psychiatriques (339 lits), 11 structures d'hospitalisation à domicile (1 305 places*), 4 établissements de chirurgie (192 lits*) pour le secteur Sanitaire France,
- 4 Maisons de Repos en Belgique (538 lits), 2 établissements en Pologne (125 lits et places*) pour le secteur International Métier.

*il est à noter que les capacités des activités à caractère ambulatoire sont communiquées à titre indicatif et font l'objet d'une mise à jour une fois l'an avec une marge de prudence compte tenu de la fluctuation de patientèle en provenance des établissements adresseurs en lien avec les besoins de santé dans les territoires également évolutifs.

	31/12/2025		30/06/2026				
	Nb étb	Nb lits	Médico-Social France	Sanitaire France	International Métier	Nb lits	Nb étb
Lits en exploitation	87	10 115	5 257	5 025	663	10 945	92
<i>dont en régime de croisière</i>	<i>73</i>	<i>8 847</i>	<i>4 557</i>	<i>4 183</i>	<i>663</i>	<i>9 403</i>	<i>75</i>

Au 30 juin 2026, le portefeuille de lits à installer au cours des prochains exercices s'établit à 2 353 unités, soit un parc total de 13 298 lits et places. Il intègre 1 956 places en secteur Sanitaire France (918 lits et places en SMR, 68 places en Psychiatrie, 21 places de Chirurgie et 949 places en HAD), 333 lits en secteur Médico-social France et 64 lits en secteur International.

2.5. Gouvernance

Répartition du Capital au 30 juin 2026

Le capital social s'élève à 21 418 832 euros divisé en 10 709 416 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Le capital en pourcentage de détention d'actions se répartit comme suit :

- Actionnaires au nominatif : 63,4 % dont le pacte d'actionnaires : 53 % ;
- Actionnaires au porteur : 36,6 %.

Statut d'entreprise à mission

L'Assemblée Générale du 21 juin 2023 a voté l'adoption du statut d'entreprise à mission de LNA Santé, dans la lignée de ses engagements sociaux, sociétaux et environnementaux.

L'entreprise s'est dotée d'une raison d'être et de quatre engagements de société à mission : « Au sein de notre entreprise familiale, nous soignons les personnes fragilisées, nous prenons soin d'elles, de leurs proches aidants, des professionnels et de notre environnement, en stimulant la coopération et l'innovation au service des enjeux de santé des territoires. ». Gardien du respect des engagements inscrits dans les statuts et incitateur d'un questionnement systémique pour faire avancer concrètement la mission et progresser le projet d'entreprise, le Comité de mission s'est tenu deux fois au cours du premier semestre 2026.

3. METHODES COMPTABLES, D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes annuels 2025, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables à compter du 1^{er} janvier 2026 et décrites au paragraphe 2.2 des annexes aux états financiers résumés au 30 juin 2026.

4. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

4.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

Au terme des six premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à **484,0 millions d'euros** contre 446,4 millions d'euros au 30 juin 2025. Il s'inscrit en hausse de 8,4 % sur un an, en provenance de l'activité Exploitation qui affiche une croissance solide de 8,0 %.

4.1.1 Chiffre d'affaires Immobilier

Le **chiffre d'affaires Immobilier** s'établit à 19,0 millions d'euros sur le semestre contre 15,8 millions au premier semestre 2025, en progression de 19,9 % par rapport à la même période l'an passé.

L'activité constatée selon la méthode de l'avancement est principalement composée de la cession de lots en loueur meublé notamment sur le Pôle de Meaux et le SMR de Serris, ainsi que par la commercialisation en bloc de l'HAD Coulommiers. A cela s'ajoute la cession en crédit-bail de l'ensemble immobilier de l'HAD Amilly, portant le total des cessions du premier semestre 2026 à 25,2 millions d'euros, en hausse de 59 % par rapport au 30 juin 2025.

Le chiffre d'affaires Immobilier se décompose ainsi :

<i>En millions d'euros</i>	S1 2026	S1 2025	Variation
Constructions et rénovations	15,4	15,6	-0,2
Revente de lots	3,5	0,2	+3,3
Chiffre d'affaires	19,0	15,8	+3,2

4.1.2 Chiffre d'affaires Exploitation

Au terme du premier semestre 2026, le chiffre d'affaires Exploitation du Groupe LNA Santé atteint 465,1 millions d'euros, en hausse de 8,0 % par rapport au premier semestre 2025, dont **7,0 % de croissance organique**.

<i>Historique du chiffre d'affaires (CA) Exploitation en M€</i>	S1 2022	S1 2023	S1 2024	S1 2025	S1 2026
CA semestriel Total	359,9	363,7	389,6	446,4	484,0
CA semestriel Exploitation	334,5	357,1	386,3	430,6	465,1
Var N/N-1 CA Exploitation	+8,0 %	+6,7 %	+8,2 %	+11,5 %	+8,0 %
dont croissance organique	+7,3 %	+6,4 %	+7,9 %	+9,9 %	+7,0 %

Cette croissance est le résultat des contributions des différents métiers, se présentant ainsi :

Chiffre d'affaires Par secteur, en M€	S1 2026	S1 2025	% Variation	% Var. Organique	% CA 2026	% CA 2025
Médico-Social France	173,1	162,7	6,4 %	4,1 %	37 %	38 %
Sanitaire France	266,8	243,5	9,6 %	9,6 %	57 %	57 %
International Métier	21,2	20,8	2,0 %	2,0 %	5 %	5 %
Autres	4,0	3,6	n/s	n/s	1 %	0 %
TOTAL	465,1	430,6	8,0 %	7,0 %	100 %	100 %

L'activité des EHPAD (**Médico-Social France**) ressort à 173,1 millions d'euros, en hausse de 6,4 % par rapport au premier semestre 2025, dont 4,1 % de croissance organique :

- Le chiffre d'affaires des **EHPAD Élégance** affiche une progression modérée de 1,7 %, exclusivement organique, et ressort à 137,1 millions d'euros, porté par les indexations tarifaires fixées par décision ministérielle pour les soins d'une part et l'hébergement d'autre part.
- Les **EHPAD Confort**, à tarif d'hébergement modéré, affichent un chiffre d'affaires de 36,0 millions d'euros en hausse organique de 16,0 %, portée par la montée en charge de la résidence Les Jardins de l'Ourcq à Meaux, ouverte en juin 2025, et par l'entrée dans le périmètre de deux établissements lyonnais acquis en mars 2026.

S'appuyant sur le succès des offres de soins ambulatoires et d'hospitalisation à domicile, l'activité **Sanitaire France** se renforce avec un chiffre d'affaires de 266,8 millions d'euros, soit une hausse de 9,6 %, résultant des contributions suivantes :

- Le chiffre d'affaires des **cliniques de Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR)** s'établit à 183,4 millions d'euros, en hausse de 2,8 % sous l'effet de l'indexation limitée des dotations populationnelles par les autorités de santé, des reconnaissances d'activités d'expertise et de la croissance des séjours en hôpital de jour.
- Les **HAD** poursuivent leur dynamique et voient leur chiffre d'affaires augmenter de 28,1 % à 83,4 millions d'euros grâce à la montée en charge des nouvelles antennes d'HAD de Rouen, Caen et d'Eure-et-Loir et à l'élargissement du champ de l'HAD à de nouveaux protocoles médicaux et aux activités dites « mentions spécialisées » définies par les ARS.

Le chiffre d'affaires du secteur **International Métier** s'établit à 21,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2026, en croissance exclusivement organique de 2,0 % et se répartit comme suit :

- L'activité des **maisons de repos en Belgique** confirme sa trajectoire avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 17,9 millions d'euros, soit une hausse de 1,8 % bénéficiant d'un taux d'occupation élevé et en progression à 96,3 % (vs. 95,9 % pour la même période de l'exercice précédent).
- L'activité des **cliniques polonaises** ressort à 3,3 millions d'euros, soit une progression de 3,0 % sous l'effet des évolutions tarifaires essentiellement.

4.2 RESULTATS ET MARGES

Le compte de résultat simplifié est présenté au chapitre 1.

4.2.1 EBITDA

Compte tenu de la faible contribution de l'activité Immobilière à l'EBITDA à hauteur de 3 % de l'EBITDA consolidé au 30 juin 2026, les commentaires concernent principalement l'analyse de l'EBITDA de l'activité Exploitation.

Achats et charges externes

Y compris la variation des stocks, ils s'établissent en activité Exploitation à 80,5 millions d'euros contre 79,3 millions un an plus tôt. Comparativement au chiffre d'affaires, ils représentent un ratio de 17,3 % contre 18,4 % l'an passé. Cette diminution découle notamment d'une meilleure maîtrise des charges variables en HAD.

Frais de personnel

Les frais de personnel Exploitation s'établissent à 282,0 millions, représentant 60,6 % du chiffre d'affaires Exploitation contre 60,5 % un an plus tôt.

Les charges de personnel Exploitation progressent de 8,2 %. La hausse peut s'analyser comme la résultante des effets suivants :

- un effet périmètre lié aux acquisitions et extensions capacitaires pour 1,7 %, qui s'explique par l'acquisition des deux établissements lyonnais réalisée début mars 2026,
- un effet organique à périmètre constant pour 6,5 %, dans la lignée de la croissance organique du chiffre d'affaires Exploitation (+7,0 %).

Les effectifs moyens Exploitation du premier semestre s'établissent en équivalent temps plein (ETP) à 8 744 personnes, en hausse cohérente de 6,1 % par rapport à juin 2025 (8 245 ETP). Les effectifs se répartissent entre les zones géographiques de la France (8 254 ETP), de la Belgique (320 ETP) et de la Pologne (170 ETP).

Impôts et taxes

En Exploitation, ils s'établissent à 23,0 millions d'euros sur la période contre 20,4 millions d'euros au 30 juin 2025. Ils représentent un ratio de 4,9 % du chiffre d'affaires, à comparer à 4,7 % l'an passé. Ils comprennent notamment les taxes foncières, les taxes sur salaires et autres taxes sociales et les TVA non récupérables sur loyers. Pour rappel, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en charge d'impôt société.

Loyers (hors éliminations liées à IFRS 16)

Les loyers externes Exploitation, présentés avant éliminations liées à la norme IFRS 16, s'établissent à 48,6 millions d'euros contre 46,4 millions d'euros au 30 juin 2025, en hausse de 4,8 %.

Leur progression plus modérée que la croissance de l'activité explique l'évolution de leur poids relatif à 10,5 % du chiffre d'affaires Exploitation à fin juin 2026 contre 10,8 % au 30 juin 2025. L'effet d'indexation reste contenu à 0,8 % dans le contexte général de reflux de l'inflation des indices pris en compte dans les clauses d'indexation annuelle des loyers.

Composantes de l'évolution des loyers S1 2026 vs S1 2025

	Variation Juin 26 vs Juin 25	Rappel N-1
Effet de l'indexation à périmètre constant	0,8 %	2,8 %
Effet de périmètre 2026/2025	0,7 %	0,1 %
Evolution capacitaire et montée en gamme du parc (travaux)	3,2 %	1,1 %
Variation des loyers en activité Exploitation	4,8 %	4,0 %

L'EBITDA consolidé, établi avant loyers puisque la norme IFRS 16 neutralise la charge locative, s'élève à 81,1 millions d'euros au premier semestre 2026, en progression de 3,7 %. Il présente une marge sur chiffre d'affaires de 16,7 %, en retrait de -76 points de base par rapport à la même période de 2025.

L'EBITDA de l'activité Immobilière s'élève à 2,2 millions d'euros au 30 juin 2026 contre 2,8 millions d'euros au 30 juin 2025. Il s'établit en léger retrait de 0,6 million d'euros suite à la révision à la baisse de la grille de prix de vente d'un programme immobilier et à la constatation consécutivement d'une provision pour dépréciation des stocks.

L'EBITDA de l'activité Exploitation s'élève à 78,9 millions d'euros au premier semestre 2026, en amélioration de 4,7 % par rapport au premier semestre 2025. Il présente un ratio sur chiffre d'affaires de 17,0 % en repli de 53 points de base par rapport à la même période de 2025. Cette évolution s'explique principalement par les difficultés rencontrées sur les cliniques SMR en restructuration, où le ralentissement de l'activité ne peut pas être compensé par une réduction des charges à due concurrence, ainsi que par une base de comparaison 2025 défavorable puisqu'elle intégrait des ajustements tarifaires non récurrents. La marge d'EBITDA des établissements en régime de croisière tous métiers confondus se maintient solidement à 19,8 % du chiffre d'affaires.

La marge d'EBITDA du secteur Médico-Social France représente 23,6 % du chiffre d'affaires et affiche une hausse de 24 points de base sur un an grâce à l'amélioration de l'occupation et aux indexations tarifaires autorisées au 1^{er} janvier de l'exercice.

La marge d'EBITDA du secteur Sanitaire France s'établit à 14,0 % du chiffre d'affaires, en baisse de 1,2 point. En soins médicaux et de réadaptation et en psychiatrie, l'intensité des restructurations pénalise la marge d'EBITDA qui recule de 2,5 points. Dans un contexte de sous-valorisation des tarifs réglementés et d'absence de rééquilibrage sur la période des impacts de la réforme tarifaire, le mécanisme de dotation de transition contribue à l'érosion de la marge à hauteur de -0,35 point sur le semestre. En hospitalisation à domicile, la marge d'EBITDA progresse de 1,2 point en lien avec la hausse de 22% de l'activité en volume.

La marge d'EBITDA du secteur International Métier est en retrait de 114 points de base à 18,0 % en raison de l'augmentation de la masse salariale sur la Belgique et de la baisse de l'occupation en hospitalisation complète sur la Pologne.

Avant application du référentiel IFRS 16 (après déduction des loyers), la marge d'EBITDA Exploitation ressort à 8,2 %, en repli de 34 points de base. La marge d'EBITDA hors IFRS 16 des sites en croisière se trouve en progression de 46 points de base à 10,6 % grâce à l'accroissement des volumes en HAD et au redressement de la performance des EHPAD.

A l'inverse, la marge d'EBITDA hors IFRS 16 des sites en restructuration recule à -1,1 % du fait essentiellement des établissements SMR en restructuration. Pour ces derniers, l'ajustement des

charges se révèle limité au regard d'une base d'activité fortement perturbée par l'importance des travaux en site occupé.

4.2.2 Résultat opérationnel

Le Résultat Opérationnel du Groupe s'établit à 34,8 millions d'euros contre 32,8 millions l'an dernier, en progression de 5,8 %. Sur la seule activité Exploitation, il s'inscrit en progression de 8,4 % par rapport à l'an passé.

L'activité Immobilière contribue faiblement au Résultat Opérationnel pour -0,6 million d'euros. Dès lors, l'analyse de la performance opérationnelle présentée ci-après est consacrée à la seule composante de l'Exploitation.

A partir de l'EBITDA, le résultat opérationnel courant (ROC) d'Exploitation intègre l'amortissement des droits d'utilisation activés sur les contrats de location selon le traitement IFRS 16 pour -30,7 millions d'euros, des dotations aux amortissements pour un montant de -10,2 millions d'euros (soit 2,2 % du chiffre d'affaires), des dotations nettes aux provisions pour risques et charges de -0,9 million d'euros, des dotations aux provisions sur engagements de retraite de -0,3 million et des autres produits et charges pour -0,7 million ; soit des mouvements cumulés de -42,7 millions d'euros qui expliquent le passage de l'EBITDA Exploitation de 78,9 millions d'euros au résultat opérationnel courant d'Exploitation de 36,2 millions d'euros.

Ainsi, le ROC d'Exploitation ressort en hausse sensible de + 8,2 % sur un an, dans la lignée de l'EBITDA et avec le soutien sur la période d'une approche plus favorable des provisions pour risques. La marge courante de l'Exploitation est stable à 7,8 % du chiffre d'affaires consolidé.

L'analyse par métier montre tout d'abord une marge courante du secteur Médico-Social France en hausse de 61 points de base à 10,1 %, suivant l'amélioration de l'EBITDA.

La marge courante du secteur Sanitaire France est en retrait à 8,2 % contre 8,8 % à fin juin 2025, soit une baisse de 60 points de base. La marge courante des SMR recule de -1,9 point à 4,6 % du fait du poids des établissements en restructuration, compensée partiellement par une hausse de 1,0 pt de la marge des HAD qui bénéficient de la croissance en volume.

La marge courante sur le secteur International Métier recule à 6,1 % contre 7,4 % au 30 juin 2025, avec une baisse de la marge constatée sur la Belgique comme sur la Pologne, dans la suite de l'EBITDA.

Les sites en croisière affichent au 30 juin 2026 une rentabilité opérationnelle courante de 10,5 %, en hausse de 65 points de base par rapport à l'an passé. Cette marge est à comparer à celle des établissements en restructuration à -3,4 % contre 3,0 % l'an passé. Ces derniers, constitués principalement de cliniques SMR en restructuration, sont confrontés à l'intensité des programmes de travaux qui ralentissent l'activité sans une réduction équivalente des charges d'exploitation.

Les sites en croisière délivrent une contribution sur le résultat opérationnel courant de 42,7 millions d'euros, à rapporter à un résultat opérationnel courant de l'activité Exploitation de 36,2 millions d'euros qui intègre la charge nette d'exploitation des structures de holdings pour -4,6 millions d'euros. Le parc d'établissements à maturité prouve à nouveau sa résilience au premier semestre 2026. Les actions de transformation à l'œuvre dans les sites en restructuration se sont intensifiées mais préfigurent les performances futures de LNA Santé.

Le passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel s'explique par les mouvements non récurrents suivants :

- des frais liés aux regroupements d'entreprise pour -0,5 million d'euros ;
- des dépréciations d'autorisations d'exploiter pour -0,3 million d'euros ;
- des charges nettes liées à des déménagements et départs de sites non significatives, les reprises de provisions venant couvrir les montants décaissés.

Compte tenu des mouvements non ordinaires décrits ci-dessus pour -0,8 million d'euros, le **Résultat Opérationnel de l'activité Exploitation s'établit à 35,4 millions** d'euros, en hausse de 8,4 % par rapport au 30 juin 2025.

La marge opérationnelle d'Exploitation représente 7,6 % du chiffre d'affaires, stable par rapport à l'an dernier.

4.2.3 Résultat financier

Le coût de l'endettement est constitué des intérêts d'emprunts souscrits pour financer des investissements de développement, des dépenses de maintien du parc et des besoins en fonds de roulement de l'activité Immobilier ainsi que des frais financiers sur les obligations locatives IFRS 16.

Les charges financières nettes (coût de l'endettement et autres postes financiers) restent bien maîtrisées à -15,1 millions d'euros au 30 juin 2026 contre -14,6 millions d'euros au 30 juin 2025. Elles affichent une hausse de 4,0 % qui se situe en deçà de la croissance de l'activité.

La variation du résultat financier est liée d'une part à celle de la dette, en hausse notamment du fait des investissements de développement ainsi que de l'avancement des programmes immobiliers en cours, et d'autre part à un résultat de change défavorable par rapport à l'an passé.

Le coût moyen de la dette brute affiche un taux de 3,30 % contre 3,36 % un an plus tôt. Le coût moyen de la dette immobilière ressort à 2,80 % contre 3,22 % au 30 juin 2025. Le coût moyen de la dette Exploitation s'établit à 3,85 %, en hausse de 34 points de base par rapport au 30 juin 2025.

4.2.4 Résultat net

Le résultat avant impôt (RAVI) est arrêté à 19,6 millions d'euros au 30 juin 2026, en hausse de 1,3 million d'euros par rapport à l'an dernier, en lien avec la variation du résultat opérationnel et du résultat financier.

Appliquée au résultat avant impôt, la charge d'impôt fait ressortir un taux effectif de 34,2 % contre 32,0 % l'an passé. Cette variation est liée essentiellement à une position prudente retenue par rapport à la récupération de certains déficits en secteur Exploitation.

Après prise en compte du résultat des sociétés immobilières mises en équivalence en amélioration, la marge nette de l'ensemble consolidé représente 2,8 % du chiffre d'affaires consolidé contre 2,7 % l'an passé, en hausse de 5 points de base. Sur l'activité Exploitation, elle ressort à 3,4 % au même niveau qu'à la clôture au 30 juin 2025.

Après déduction du résultat des minoritaires, le résultat net part du groupe atteint 12,5 millions d'euros, en hausse de 10,6 %. Il présente une marge nette de 2,6 %, à comparer à celle arrêtée fin juin 2025 à 2,5 % du chiffre d'affaires, en hausse de 5 points de base. Sur l'activité Exploitation, le résultat net part du Groupe progresse de 8,3 % et ressort en valeur à 14,9 millions d'euros au 30 juin 2026. Il présente une marge nette résiliente de 3,2 %, stable par rapport au 30 juin 2025.

4.3 SITUATION BILANTIELLE ET STRUCTURE FINANCIERE

4.3.1 Présentation du bilan

En millions d'euros	30/06/2026	31/12/2025	30/06/2026	31/12/2025	
			342,8	341,5	Capitaux propres totaux
			333,5	330,3	Capitaux propres du Groupe
			9,3	11,2	Intérêts ne conférant pas le contrôle
Actifs non courants	1 212,4	1 178,5	801,2	797,6	Passifs non courants
Goodwills	132,4	132,2	13,4	14,9	Engagements de retraite
Immobilisations incorporelles	455,4	444,7	83,8	83,6	Impôts différés passifs
Immobilisations corporelles	206,5	200,0	318,5	323,6	Emprunts & dettes non courantes
Actifs financiers non courants	5,4	4,7	370,9	360,7	Obligations locatives non courantes
Titres mis en équivalence	12,5	12,0	14,5	14,7	Autres éléments non courants
Droits d'utilisation	393,9	379,2			et provisions risques & charges
Impôts différés actifs	6,4	5,7			
Actifs courants	442,5	421,4	510,9	460,9	Passifs courants
Stocks et en-cours	210,5	197,7	10,6	11,0	Provisions risques & charges
Clients et comptes rattachés	91,7	83,1	76,7	80,1	Dettes fn. & avances reçues
Autres actifs courants	49,6	44,5	185,2	161,5	Emprunts & dettes courants
Créances d'impôts courants	1,3	1,3	65,8	61,4	Obligations locatives courantes
Trésorerie et équivalents	89,4	94,8	169,7	144,0	Autres passifs courants
			2,9	2,8	Dettes d'impôts courants
TOTAL ACTIF	1 654,9	1 599,9	1 654,9	1 599,9	TOTAL PASSIF

Les principales variations des postes sont les suivantes :

- Les immobilisations incorporelles sont en hausse de 10,7 millions d'euros au 30 juin 2026, à la suite des acquisitions de fonds de commerce réalisées en Médico-social France.
- Les stocks et en-cours s'établissent à 210,5 millions d'euros au 30 juin 2026, en hausse de 12,8 millions d'euros du fait de l'avancement très soutenu des opérations immobilières de construction et de rénovation au sein du parc sanitaire.
- Les créances clients s'élèvent à 91,7 millions d'euros au 30 juin 2026, en hausse de 8,6 millions d'euros principalement en lien avec la hausse des volumes d'activité en HAD.
- Les droits d'utilisation ressortent à 393,9 millions d'euros, en hausse de 14,7 millions d'euros, et les obligations locatives s'élèvent à 436,7 millions d'euros au 30 juin 2026, en hausse de 14,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2025. Cela s'explique par les entrées de nouveaux contrats, la réindexation annuelle des loyers ainsi que les réestimations de durée probable des contrats de location (sur la base d'hypothèses d'exercice d'options de renouvellement principalement), supérieures aux remboursements de la période.

- Les autres passifs courants sont en hausse de 25,7 millions d'euros. Leur variation s'explique notamment par la dette relative à l'acquisition des trois fonds de commerce réalisée fin juin 2026, les dividendes à payer et versés en juillet 2026, ainsi que la hausse des dettes sociales et fiscales en lien avec l'activité.

4.3.2 Capitaux propres, endettement net et covenants

Exploitation + Immobilier (en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Capitaux propres totaux	342,8	341,5
Impôts différés passifs	83,8	83,5
FONDS PROPRES AJUSTES	426,7	425,1
Dettes financières	470,1	455,9
Instruments financiers dérivés actifs	(1,9)	(1,5)
Engagements sur contrats de crédit-bail immobilier	33,7	29,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(89,4)	(94,8)
ENDETTEMENT NET	412,4	388,8

Exploitation (en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Capitaux propres totaux	378,9	372,6
Impôts différés passifs	86,4	85,9
FONDS PROPRES D'EXPLOITATION AJUSTES ⁽¹⁾	465,3	458,5
Dettes financières	226,7	211,8
Instruments financiers dérivés actifs	(1,9)	(1,5)
Comptes courants internes Exploitation / Immobilier	(20,0)	(9,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(82,9)	(93,1)
ENDETTEMENT NET D'EXPLOITATION ⁽²⁾	121,9	107,3

(1) Les fonds propres d'Exploitation ajustés sont constitués des fonds propres consolidés de l'activité Exploitation, hors impacts IFRS 16, augmentés des impôts différés passifs d'Exploitation, hors impacts IFRS 16, liés principalement à la valorisation des actifs incorporels d'Exploitation.

(2) Représente la dette financière brute d'Exploitation diminuée des disponibilités, des dépôts et des fonds propres apportés à l'Immobilier.

Capitaux propres

Les capitaux propres totaux s'établissent à 342,8 millions d'euros, en progression de 1,3 million d'euros par rapport à la clôture du 31 décembre 2025, expliquée principalement par le résultat de la période pour 13,3 millions d'euros, partiellement compensé par les dividendes versés pour - 11,3 millions d'euros (dont - 9,8 millions d'euros de dividendes de la holding LNA Santé).

Endettement net

Au 30 juin 2026, la dette financière nette s'établit à 412,4 millions d'euros en hausse de 23,6 millions d'euros par rapport à fin 2025. Cette variation s'explique d'une part par la hausse de la dette Immobilière pour 9,1 millions d'euros (à 290,6 millions d'euros) du fait de l'avancement des programmes de transformation de deux cliniques SMR et d'autre part par la progression de la dette d'Exploitation pour 14,6 millions d'euros (à 121,9 millions d'euros). Cette dernière tient notamment compte du retour du développement sur la période avec des investissements nets de 9,6 millions d'euros.

Covenants

La documentation du crédit syndiqué et de l'Euro-PP prévoit la neutralisation des impacts non cash de la norme IFRS 16, et, pour l'activité Immobilière, la réintégration des engagements de crédit-bail immobilier.

Ci-dessous, figure la présentation des impacts IFRS 16 sur les agrégats de base des covenants :

Exploitation	30/06/2026 publié	Réintégration engagements de crédit-bail immobilier	Neutralisation impacts IFRS 16	Prorata EBITDA sur acquisitions	30/06/2026 ajusté
EBITDA d'Exploitation hors IFRS 16 base annuelle	76,1			0,1	76,2
Fonds Propres d'Exploitation	465,3		39,4		504,7
Dette Financière Nette d'Exploitation	121,9				121,9
Ratio de Levier	1,60				1,60
Ratio de Gearing	0,26				0,24

Immobilier	30/06/2026 publié	Réintégration engagements de crédit-bail immobilier	Neutralisation impacts IFRS 16	Prorata EBITDA sur acquisitions	30/06/2026 ajusté
Dette Financière Nette	256,9	33,7			290,6
EBITDA Immobilier hors IFRS 16 base annuelle	8,2				8,2

Au titre de ses emprunts, le Groupe doit respecter un certain nombre d'obligations. En cas de non-respect, les banques pourraient obliger le Groupe à rembourser totalement, partiellement ou renégocier les conditions de financement. Les principaux covenants du Groupe à la clôture se décrivent ainsi :

- Endettement net d'Exploitation / EBITDA d'Exploitation hors IFRS 16¹ inférieur ou égal à 4,25x (levier)
- Endettement net d'Exploitation / Fonds propres d'Exploitation ajustés² inférieur ou égal à 1,25 (gearing)
- Endettement net immobilier inférieur à 340 millions d'euros
- EBITDA Immobilier hors IFRS 16 positif

Au 30 juin 2026, les covenants sont respectés, avec un levier Exploitation égal à 1,60x et un gearing Exploitation de 0,24, un niveau d'endettement net immobilier de 290,6 millions d'euros et un montant d'EBITDA Immobilier hors IFRS 16 de 8,2 millions d'euros (en base annuelle).

Par ailleurs, l'Euro-PP et le crédit syndiqué prévoient une clause de changement de contrôle lié au pacte d'actionnaires de LNA Santé. Ainsi, si les signataires du Pacte venaient à détenir ensemble moins de 50,1 % des droits de vote aux assemblées générales, les contrats prévoient les impacts suivants :

¹ Sur la base d'un EBITDA d'Exploitation hors IFRS 16 pro forma pour la contribution en année pleine des acquisitions à l'EBITDA d'Exploitation hors IFRS 16.

² Les fonds propres d'Exploitation ajustés sont constitués des fonds propres consolidés de l'activité Exploitation, hors impacts IFRS 16, augmentés des impôts différés passifs d'Exploitation, hors impacts IFRS 16, liés principalement à la valorisation des actifs incorporels d'Exploitation.

- Euro-PP : chaque porteur aurait la faculté, à son gré, d'exiger de LNA Santé qu'elle rembourse ou, au choix de la société, qu'elle rachète ou fasse racheter la totalité des obligations qu'elle détient ;
- Crédit syndiqué : le remboursement anticipé de la totalité des sommes dues au titre du crédit syndiqué et la résiliation de la totalité des engagements des prêteurs.

Au 30 juin 2026, les signataires du pacte d'actionnaires de LNA Santé détiennent plus de 50,1 %, cette clause n'est donc pas applicable.

4.4 TRESORERIE ET FLUX

Au 30 juin 2026, le Groupe dispose d'une trésorerie nette de 89,3 millions d'euros. Les flux de trésorerie de la période se présentent ainsi :

<i>En millions d'euros</i>	S1 2026	S1 2025	Var.
TRESORERIE A L'OUVERTURE	94,7	75,0	19,7
EBITDA	81,1	78,1	2,9
Autres éléments cash	-2,0	-1,6	-0,4
Variation du BFR	-31,6	-29,7	-2,0
Impôt décaissé	-7,6	-6,2	-1,4
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	39,8	40,7	-0,9
FLUX DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-16,1	-8,5	-7,6
FLUX DE TRESORERIE DE FINANCEMENT	-29,1	-39,2	10,2
TRESORERIE A LA CLOTURE	89,3	68,0	21,4

- **Les flux nets de trésorerie générés par l'activité** s'établissent à 39,8 millions d'euros au 30 juin 2026, en retrait de -0,9 million d'euros. Alors que l'EBITDA progresse de 2,9 millions d'euros, les flux sont pénalisés par la hausse de l'impôt décaissé pour 1,4 million d'euros et la dégradation du besoin en fonds de roulement pour -2,0 millions d'euros. Les créances clients sont en augmentation à la clôture du 30 juin 2026 sur le secteur Sanitaire France du fait principalement de la hausse de 22% des volumes d'activité en HAD.
- **Les flux d'investissement** représentent -16,1 millions d'euros, en hausse de 7,6 millions d'euros par rapport au 30 juin 2025. Il comprend essentiellement l'acquisition des deux fonds de commerce lyonnais acquis au 1^{er} mars 2026 et le rachat de la part minoritaire au capital de l'Institut de réadaptation du Cap Horn, alors que le premier semestre 2025 incluait l'acquisition d'autorisations complémentaires pour l'EHPAD de Meaux livré en juin 2025.
- **Les flux de financement** s'établissent à -29,1 millions d'euros, en baisse de 10,2 millions d'euros, s'expliquant principalement par :
 - le flux d'émission net des dettes financières Immobilier en hausse de 11,7 millions d'euros en lien avec l'avancement des programmes immobiliers ;
 - la hausse du coût financier décaissé pour -0,5 million d'euros du fait de la hausse des encours de dette brute d'exploitation ;
 - la hausse des dividendes versés aux minoritaires pour -0,4 million d'euros.

Les cash-flows libres générés en secteur Exploitation sur le premier semestre 2026 (constitués de l'EBITDA hors IFRS 16 après déduction des investissements de maintien, du coût financier décaissé, et de la charge d'impôt décaissée) se maintiennent à 22,6 millions d'euros (-0,5 million d'euros sur un an), grâce à la résilience de l'EBITDA qui compense la hausse de l'impôt décaissé.

La trésorerie nette du Groupe ressort ainsi à fin juin 2026 à **89,3 millions d'euros** contre 94,7 millions d'euros à fin décembre 2025. L'activité Exploitation dispose d'une trésorerie nette au 30 juin 2026 de 82,8 millions d'euros à laquelle s'ajoute une capacité de tirage du RCF pour 119,0 millions d'euros.

5. PERSPECTIVES

Développement

Les performances historiques des établissements en régime de croisière préfigurent la croissance de l'EBITDA d'Exploitation au rythme de la transformation du parc en restructuration vers le régime de croisière.

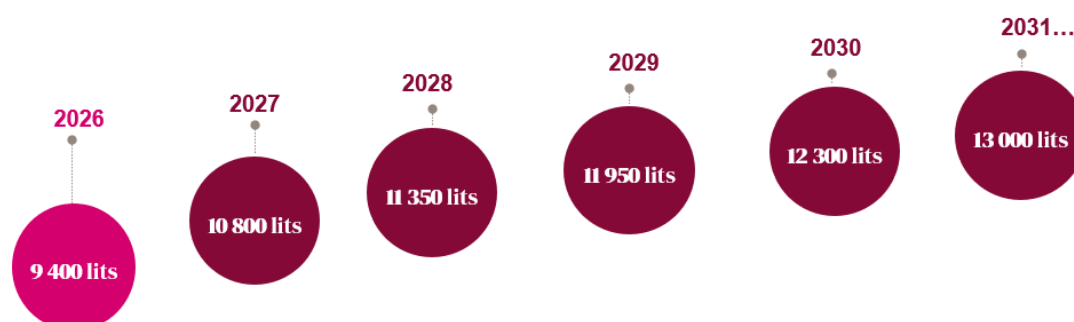
Sur la base d'une proportion de 14 % du parc en restructuration, soit 1 542 lits exploités mais non productifs de résultat et d'ajouts capacitaires de 2 353 lits à installer, LNA Santé dispose donc sur son seul périmètre existant d'un réservoir de 3 895 lits sécurisés.

Ces lits alimenteront la croissance organique et les résultats sur la période 2026-2032, portant ainsi la capacité du parc à maturité de 9 403 lits actuellement à plus de 13 000 à l'horizon de 2032. Cette croissance liée à la transformation du parc représente un apport moyen annuel de 600 lits additionnels en régime de croisière, soit une progression du parc à maturité de 5,5 % par an sur la période 2026-2032, en dehors de toute nouvelle croissance externe.

Croissance embarquée du parc existant vers le régime de croisière

hors nouveaux projets de développements

Croissance embarquée du parc existant vers le « régime de croisière »



**Un parc cible à maturité
de plus de 13 000 lits**

2031 hors nouveaux établissements

- projets embarqués : près de 3 900 lits
 - ✓ dont 1 542 restructurés
 - ✓ dont 2 353 autorisés et à installer en 2026-2031

Cette transformation repose sur la solidité du modèle d'exploitation dont l'atteinte de taille critique et l'expertise médicale de chaque établissement constituent des éléments clés.

	Nb éta.	Juin 26*	2030**	var.
EHPAD	51	103	107	+ 4%
Clinique SMR et Psy	20	161	192	+ 19%

* taille existante / ** taille cible hors nouveaux développements

Au-delà de ce moteur de croissance embarquée, le plan de développement viendra renforcer le réseau d'établissements de LNA Santé. L'entreprise entend privilégier les opérations se situant sur ses territoires d'implantation existants, permettant de disposer à terme d'une offre globale de services avec un objectif de densification du maillage territorial et de synergies entre les métiers.

LNA vise **un rythme d'acquisition et de restructuration de 600 lits par an**, ajustable selon les conditions et les opportunités de marché.

Cette dynamique à la fois interne et externe nourrit l'ambition de développement de LNA Santé sur les prochaines années.

Immobilier

Le planning des opérations concerne 17 % des capacités du parc exploité pour un total représentant, à la date de réception, 1 813 lits neufs ou remis à neuf, dont 547 nouveaux lits et places mis en exploitation à l'occasion des extensions et des ouvertures de sites. Il conduit à augmenter de 5 % la capacité existante du parc de lits et places en exploitation. Le détail des opérations se présente comme suit :

Programme immobilier-Région	Secteur opérationnel	Année de livraison	Capacité à livraison*	Lits additionnels *
Extension SMR – PACA	Sanitaire France	2026	168	22
Extension EHPAD Elégance – PACA	Médico-Social France	2026	134	47
Construction SMR – PDL	Sanitaire France	2027	178	102
Construction EHPAD Elégance – Nord	Médico-Social France	2028	120	120
Reconstruction SMR – Aquitaine	Sanitaire France	2028	164	94
Extension EHPAD Elégance – IDF	Médico-Social France	2028	87	
Extension SMR – Normandie	Sanitaire France	2029	447	32
Extension/Rénovation SMR – Nord	Sanitaire France	2029	245	91
Reconstruction MRPA – Belgique	International	2029	150	24
Reconstruction EHPAD Elégance – Occitanie	Médico-Social France	2029	120	15
Lits			1 813	547
% parc exploité			17 %	5 %

*capacité et lits additionnels : correspond au parc de lits publié, comprenant de l'activité ambulatoire

*dans le cas d'un transfert de site sans changement de capacité, aucun lit additionnel n'est pris en compte.

IDF : Ile-de-France ; PDL : Pays de la Loire ; PACA : Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'activité immobilière a atteint un volume de chiffre d'affaires de 19 millions d'euros au 30 juin 2026, expliqué par la poursuite de la commercialisation de différents programmes, dont principalement celui de l'EHPAD de Meaux, ainsi que par l'externalisation de l'HAD Est Francilien. Le Groupe a par ailleurs externalisé en crédit-bail l'HAD d'Amilly, portant le total des cessions du premier semestre 2026 à 25,2 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires est attendu autour de 50 millions d'ici la clôture 2026, lié au démarrage des programmes de commercialisation du pôle de Mar Vivo, du SMR de Nantes IRCO, ainsi qu'à la poursuite de la commercialisation de l'EHPAD de Meaux.

Perspectives 2026 et moyen terme

Le Groupe confirme sa prévision d'activité en 2026 en visant une croissance organique avoisinant désormais 6,0%, pour un chiffre d'affaires Exploitation proche de 930 millions d'euros hors contribution des croissances externes. Ces prévisions reposent sur une capacité de croissance organique en 2026 du secteur médico-social France aux alentours de 3,5 %, du secteur sanitaire France proche de 8,0% et du secteur International autour de 3,0%.

La résilience de l'activité permet d'envisager le maintien au second semestre de la marge d'EBITDA hors IFRS 16 des sites en croisière dans la fourchette communiquée de 10% à 10,5% du chiffre d'affaires, dans la lignée de la performance arrêtée à mi-année à 10,6%. Le résultat opérationnel conformément à la guidance annoncée en début d'exercice devrait dépasser la contribution affichée l'an passé (68,7 millions d'euros pour rappel) pour une marge opérationnelle proche de 7,0% fin 2026. Le résultat net part du groupe est attendu également en légère progression par rapport à la contribution 2025 (24,1 millions d'euros).

Compte tenu du retard constaté à mi 2026 dans la génération de Cash-Flows libres (22,6 millions d'euros sur 6 mois par rapport à l'objectif initial annuel de 50 millions d'euros), LNA Santé révisé son objectif de cash-flows libres. La cible est désormais fixée entre 40 et 45 millions d'euros du fait de l'intensité des restructurations du parc sanitaire constatée au 30 juin 2026 et de l'anticipation de plus fortes dépenses d'investissement sur le second semestre 2026 pour accélérer le virage ambulatoire et la montée en gamme de certains EHPAD.

En dehors de nouvelles acquisitions, le levier d'Exploitation devrait se maintenir en deçà du ratio de 2,0 x à la clôture des comptes annuels 2026.

Indicateurs	Objectifs 2026
CA Exploitation	Proche de 930 M€ croissance organique +6 % (contre +5% précédemment)
Marge EBITDA hors IFRS 16 croisière	10,0 % – 10,5 %
ROP et Résultat Net	En progression par rapport à 2025
Cash-Flows libres	Entre 40 M€ et 45 M€
Levier Exploitation	Inférieur à 2 x hors nouvelles croissances externes

Assise sur un programme d'acquisitions pour la période 2025-2031 et un plan de transformation du parc existant, la prévision d'activité communiquée en septembre 2025 est confirmée. Elle devrait conduire l'entreprise à un chiffre d'affaires Exploitation de 1 milliard d'euros sur un parc de 12 000

lits à la fin de son projet stratégique (2027) et près de 1,25 milliard d'euros d'ici à 2031 sur un parc de 15 000 lits.

Concernant la perspective d'une marge nette d'exploitation autour de 3,5% initialement fixée pour 2027 à terminaison du projet stratégique GE#3, l'entreprise met sous surveillance cet objectif d'amélioration compte tenu de l'impact plus dilutif que prévu des restructurations, dans l'attente d'une revue des phasages immobiliers au sein du parc sanitaire. La trajectoire de redressement de la marge nette à 4,0% à l'horizon de 2031 est pour sa part maintenue. Elle doit bénéficier des impacts positifs sur les taux d'occupation du virage démographique à l'horizon de 2030, de la poursuite de la dynamique du recours à l'hospitalisation à domicile, des effets de la transformation du parc sanitaire pour renforcer les filières hospitalières et la place des soins ambulatoires et enfin d'un potentiel rééquilibrage des financements SMR au bénéfice des opérateurs privés sous-dotés.

L'indépendance financière reposera sur un levier de dette réduit par une génération solide de cash-flows libres et une distribution de résultat équilibrée pour garantir le contrôle familial de l'entreprise tout en maintenant une capacité à autofinancer la croissance de l'entreprise.

Forte des fondamentaux financiers et extra-financiers de son projet d'entreprise, LNA Santé affiche sa sérénité et sa détermination dans l'exécution de sa feuille de route.

6. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Extension de l'activité HAD en Île-de-France

Le Groupe a obtenu trois extensions d'activité pour ses établissements d'Hospitalisation à Domicile (HAD) en Île-de-France, par l'ouverture de nouveaux territoires d'intervention en Seine-Saint-Denis (93), dans le Val-d'Oise (95) et dans l'Essonne (91). Ces autorisations délivrées par l'Agence Régionale de Santé (ARS) de l'Île-de-France représentent un potentiel à terme de plus de 200 patients par jour. Leur ouverture est prévue d'ici la fin de l'année 2026.

Signature d'un avenant aux contrats de financement

Depuis 2021, les financements corporate du Groupe, crédit-syndiqué et Euro-PP, portent la mention « durable », c'est-à-dire qu'ils sont liés à des objectifs d'impact positifs. Les conditions financières (grille de marge de crédit) s'ajustent selon un système de bonus/malus en fonction de l'atteinte d'objectifs annuels.

Le Groupe s'est doté au cours de l'été 2026 de nouveaux indicateurs de performance extra-financière et objectifs RSE pour les trois prochaines années. Les nouveaux indicateurs de performance extra-financière définis pour le crédit-syndiqué et l'Euro-PP concernent la satisfaction des clients (résidents, familles et patients), les conditions de travail des collaborateurs (actions de prévention) et la trajectoire de décarbonation des bâtiments.

Ce nouveau programme RSE a été approuvé à l'unanimité des prêteurs bancaires et obligataires début septembre 2026.

7. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre sont ceux détaillés au chapitre 2.2 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement

Universel 2025. Il n'a pas été identifié de nouveau risque significatif complémentaire à ces derniers, y compris lié au contexte géopolitique actuel.

8. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

L'information figure dans la note 28.2 des états financiers résumés, précisant l'absence de variations significatives des transactions et des soldes au cours du premier semestre 2026.

Etats Financiers Résumés

Au 30/06/2026

Sommaire

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	29
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	30
SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE ACTIF	31
SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE PASSIF.....	32
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	33
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	34
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	35
NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS	39

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	1er Semestre 2026			1er Semestre 2025		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Chiffre d'affaires	1.	465 063	18 955	484 018	430 628	15 813	446 441
Achats consommés		(42 311)	(37 259)	(79 570)	(43 144)	(30 127)	(73 271)
Charges de personnel	2.	(282 013)	(1 428)	(283 441)	(260 593)	(1 507)	(262 101)
Charges externes	3.	(38 337)	(2 078)	(40 415)	(36 973)	(1 148)	(38 121)
Impôts, taxes et versements assimilés		(22 988)	(1 083)	(24 072)	(20 442)	(1 238)	(21 680)
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	4.	(41 732)	(2 827)	(44 559)	(40 763)	(2 615)	(43 378)
Variation de stocks de produits en cours et de produits finis		170	20 548	20 718	791	17 832	18 623
Autres produits et charges d'exploitation	5.	4 749	(1 892)	2 857	7 866	(754)	7 112
Compte de liaison		(6 443)	6 443		(3 943)	3 943	
Résultat opérationnel courant		36 158	(623)	35 535	33 427	199	33 626
Autres produits opérationnels	6.	963		963	180		180
Autres charges opérationnelles	6.	(1 745)		(1 745)	(962)		(962)
Résultat opérationnel		35 376	(623)	34 754	32 646	199	32 844
Coût de l'endettement financier net	7.	(12 054)	(3 150)	(15 204)	(11 510)	(3 233)	(14 743)
Autres produits et charges financiers		5	59	64	163	18	181
Résultat avant impôt		23 327	(3 714)	19 614	21 299	(3 017)	18 282
Charges d'impôt	8.	(7 403)	685	(6 717)	(6 377)	519	(5 858)
Résultat net des sociétés intégrées		15 925	(3 029)	12 896	14 922	(2 498)	12 424
Résultat des sociétés mises en équivalence	9.	(199)	615	416	(299)	(77)	(376)
Résultat net de l'ensemble consolidé		15 725	(2 414)	13 312	14 623	(2 575)	12 048
Intérêts ne conférant pas le contrôle		791	12	802	836	(103)	732
Résultat net part du groupe		14 935	(2 425)	12 509	13 787	(2 471)	11 315
Résultat par action	10.			1,2153			1,1030
Résultat dilué par action	10.			1,2153			1,1030

Etat du résultat global

En milliers d'euros	Notes	1er Semestre 2026			1er Semestre 2025		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Résultat net de l'ensemble consolidé		15 725	(2 414)	13 312	14 623	(2 575)	12 048
Autres éléments du résultat global :							
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	26.	843		843	(899)		(899)
Impôts différés sur juste valeur des instruments financiers dérivés	16.	(218)		(218)	232		232
Ecart de conversion		36		36	15		15
Eléments recyclables par résultat		661		661	(652)		(652)
Ecart actuariel sur engagements de retraite	22.	2 088	10	2 098	226		226
Impôts différés sur écarts actuariels sur engag. retraite	16.	(540)	(2)	(542)	(58)		(58)
Eléments non recyclables par résultat		1 548	8	1 556	168		168
Autres éléments du résultat global		2 209	8	2 217	(485)		(485)
Résultat global de l'exercice		17 934	(2 406)	15 528	14 138	(2 575)	11 563
Dont part du groupe		17 139	(2 421)	14 718	13 288	(2 471)	10 817
Dont intérêts ne conférant pas le contrôle		795	14	810	850	(103)	746

Situation financière consolidée actif

En milliers d'euros	Notes	30/06/2026			31/12/2025		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Actifs non courants		1 136 562	75 801	1 212 363	1 101 333	77 207	1 178 539
Goodwills	11.	129 651	2 701	132 352	129 523	2 701	132 224
Immobilisations incorporelles	12.	455 351	-	455 351	444 688	-	444 688
Immobilisations corporelles	13.	144 533	61 946	206 479	135 538	64 476	200 014
Actifs financiers non courants	14.	5 234	163	5 396	4 523	163	4 686
Titres mis en équivalence	9.	3 602	8 863	12 465	3 801	8 248	12 049
Droits d'utilisation des contrats de location	15.	392 965	905	393 871	378 135	1 081	379 216
Impôts différés actif	16.	5 227	1 222	6 449	5 124	539	5 663
Actifs courants		228 347	220 414	448 761	216 524	204 858	421 382
Stocks et en-cours	17.	6 917	203 573	210 491	5 699	191 988	197 687
Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés	18.	88 368	3 326	91 694	80 043	3 013	83 057
Autres actifs courants	19.	42 947	6 642	49 589	36 655	7 826	44 481
Créances d'impôt		972	345	1 317	1 006	325	1 331
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.	82 899	6 527	89 427	93 120	1 706	94 827
TOTAL ACTIF		1 358 666	296 214	1 654 880	1 317 857	282 065	1 599 922

Situation financière consolidée passif

En milliers d'euros	Notes	30/06/2026			31/12/2025		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Capitaux propres totaux	21.	378 859	(36 051)	342 809	372 615	(31 117)	341 499
Capital social		21 419	-	21 419	21 419	-	21 419
Primes d'émission		99 590	-	99 590	99 590	-	99 590
Réserves consolidées		233 614	(33 597)	200 017	212 252	(27 155)	185 097
Résultat part du groupe		14 935	(2 425)	12 509	28 084	(3 939)	24 145
Capitaux propres du groupe		369 557	(36 022)	333 535	361 346	(31 094)	330 252
Intérêts ne conférant pas le contrôle		9 302	(29)	9 273	11 270	(23)	11 247
Passifs non courants		666 231	134 930	801 162	638 902	158 656	797 557
Engagements de retraite et avantages assimilés	22.	13 384	32	13 415	14 854	38	14 892
Impôts différés passifs	16.	86 431	(2 585)	83 846	85 886	(2 289)	83 597
Emprunts et dettes financières non courants	24.	182 685	135 823	318 509	164 637	159 008	323 645
Obligations locatives non courantes	15.	370 261	627	370 888	359 890	826	360 716
Autres éléments non courants		13 471	1 033	14 504	13 635	1 073	14 708
Passifs courants		319 818	197 335	517 153	306 340	154 526	460 866
Provisions pour risques courantes	23.	10 130	425	10 555	10 593	425	11 018
Dettes fournisseurs et avances reçues		64 907	11 782	76 689	66 117	14 004	80 121
Emprunts et dettes financières courants	24.	77 654	107 592	185 246	76 430	85 095	161 525
Obligations locatives courantes	15.	65 372	391	65 763	60 978	381	61 359
Autres passifs courants	25.	163 238	6 471	169 709	138 600	5 443	144 043
Dettes d'impôts courants		1 310	1 639	2 949	1 167	1 633	2 800
Compte de liaison		(69 035)	69 035	-	(47 545)	47 545	-
TOTAL PASSIF		1 358 666	296 214	1 654 880	1 317 857	282 065	1 599 922

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	1er semestre 2026			1er semestre 2025		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
OPERATIONS D'ACTIVITES							
Résultat net de l'ensemble consolidé				13 312			12 048
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :							
Amortissements et provisions				43 981			43 706
Coût de l'endettement financier net	6.			15 204			14 743
Charges d'impôt	8.			6 717			5 858
Plus ou moins-values de cession				395			(10)
Dividendes reçus				(2)			-
Autres produits et charges				(562)			165
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt		76 993	2 053	79 046	73 716	2 794	76 510
Variation du besoin en fonds de roulement		(12 926)	(18 721)	(31 647)	(16 612)	(13 046)	(29 658)
Stocks		(1 287)	(18 437)	(19 725)	(1 257)	(17 045)	(18 302)
Créances		(14 702)	671	(14 030)	(8 858)	211	(8 647)
Dettes		3 063	(955)	2 108	(6 497)	3 788	(2 709)
Impôt décaissé		(7 290)	(301)	(7 591)	(5 978)	(188)	(6 166)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		56 776	(16 968)	39 808	51 126	(10 440)	40 686
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT							
Acquisition d'immobilisations incorporelles	12.			(337)			(631)
Acquisition d'immobilisations corporelles	13.			(5 493)			(6 737)
Acquisition d'actifs financiers non courants	14.			(705)			(43)
Var. des dettes sur acquisition d'immobilisations				(688)			(377)
Cession d'immobilisations corporelles				69			63
Cession d'immobilisations financières	14.			94			237
Dividendes reçus				2			-
Trésorerie nette sur acquisition et cession de filiales				(9 061)			(1 011)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(16 112)	(7)	(16 120)	(8 503)	4	(8 500)
OPERATIONS DE FINANCEMENT							
Dividendes versés aux minoritaires				(1 554)			(1 149)
Emissions d'emprunts désintermédiés	24.			15 000			-
Emissions d'emprunts bancaires	24.			18 900			30 208
Augmentation des dettes financières diverses	24.			7 359			2 414
Remboursement des emprunts désintermédiés	24.			-			(4 800)
Remboursement des emprunts bancaires	24.			(22 083)			(20 143)
Remboursement des obligations locatives	15.			(30 909)			(30 292)
Remboursement des dettes financières diverses	24.			(2 115)			(2 274)
Coût financier décaissé				(13 676)			(13 211)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(50 874)	21 797	(29 077)	(49 358)	10 113	(39 245)
Trésorerie à l'ouverture		93 024	1 706	94 730	74 277	739	75 016
Trésorerie à la clôture	20.	82 813	6 527	89 341	67 541	417	67 958
VARIATION DE TRESORERIE		(10 210)	4 821	(5 389)	(6 735)	(322)	(7 058)

Variations des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Notes	Nombre Actions	Capital social	Primes d'émission	Actions Propres	Réserves et résultat	Capitaux propres groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 31/12/2024		10 709 416	21 419	99 590	(14 695)	207 494	313 807	9 760	323 567
Neutralisation des actions auto-détenues		-	-	-	1 555	16	1 571	-	1 571
Variation de périmètre		-	-	-	-	(1 054)	(1 054)	1 054	-
Plan d'attribution d'actions gratuites conditionnée		-	-	-	-	(326)	(326)	-	(326)
Distribution de dividendes ⁽¹⁾		-	-	-	-	(6 671)	(6 671)	(1 149)	(7 820)
Total des transactions avec les actionnaires		-	-	-	1 555	(8 035)	(6 480)	(95)	(6 575)
Résultat net de la période		-	-	-	-	24 145	24 145	1 571	25 716
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	(1 221)	(1 221)	10	(1 210)
Résultat global		-	-	-	-	22 924	22 924	1 582	24 506
Situation au 31/12/2025	21.	10 709 416	21 419	99 590	(13 140)	222 383	330 252	11 247	341 499
Neutralisation des actions auto-détenues		-	-	-	1 007	101	1 108	-	1 108
Variation de périmètre		-	-	-	-	(2 853)	(2 853)	(1 230)	(4 083)
Plan d'attribution d'actions gratuites conditionnée		-	-	-	-	90	90	-	90
Distribution de dividendes ⁽¹⁾		-	-	-	-	(9 780)	(9 780)	(1 554)	(11 334)
Total des transactions avec les actionnaires		-	-	-	1 007	(12 442)	(11 435)	(2 784)	(14 218)
Résultat net de la période		-	-	-	-	12 509	12 509	802	13 312
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	2 209	2 209	8	2 217
Résultat global		-	-	-	-	14 718	14 718	810	15 528
Situation au 30/06/2026	21.	10 709 416	21 419	99 590	(12 133)	224 660	333 535	9 273	342 809

(1) L'Assemblée Générale du 17 juin 2026 a approuvé la distribution de dividendes de 0,95 euro par action au titre de l'exercice 2025, qui a été versée en numéraire le 10 juillet 2026, à comparer à un dividende de 0,65 euro par action au titre de l'exercice 2024.

Le montant des réserves non distribuables s'élève à 6 875 milliers d'euros au 30 juin 2026, contre 6 500 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Annexes aux comptes consolidés

1. Faits marquants de l'année

ACQUISITION DE FONDS DE COMMERCE

Sur le premier semestre 2026, le Groupe a finalisé la reprise de cinq EHPAD et d'une autorisation d'exploitation par le rachat uniquement de fonds de commerce, représentant 539 lits :

- Au 1^{er} mars 2026 : reprise de deux établissements lyonnais représentant 175 lits
- Au 30 juin 2026 : reprise d'un établissement de 80 lits situé en Auvergne-Rhône-Alpes, et de deux établissements (207 lits) et d'autorisations d'exploiter (77 lits) situés en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sur ces nouveaux établissements, le Groupe LNA Santé déploiera progressivement son expertise en trois grandes phases : l'intégration des établissements, la reconfiguration de l'offre dans toutes les composantes du projet LNA (médical, hôtelier, immobilier) et la mise en régime de croisière à l'issue de la reconstruction des sites et de leur montée en remplissage.

PARC DE LITS EN EXPLOITATION

Le Groupe a complété sur le premier semestre 2026 son développement avec un parc en exploitation porté à 10 945 lits au 30 juin 2026, en hausse de 830 places, avec :

- 462 places en Médico-social à la suite du rachat des trois établissements exploités en Auvergne-Rhône-Alpes et des deux établissements exploités en Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;
- 273 places en SMR ;
- 95 places supplémentaires en HAD.

2. Référentiel Comptable, Modalités de consolidation, Méthodes et règles comptables

2.1. Principes de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évalués conformément aux règles édictées par les IFRS.

Les effets de saisonnalité sont limités au nombre de jours d'activité qui est légèrement supérieur au second semestre de chaque année civile par rapport à celui du premier semestre.

En date du 15 septembre 2026, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers de la période close au 30 juin 2026.

2.2. Méthodes comptables

Les états financiers consolidés du semestre clos au 30 juin 2026 ont été établis en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2026. Ces normes sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm

Le référentiel international comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés du groupe LNA Santé ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers du Groupe de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Les principales règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont similaires à celles utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2025, à l'exception de celles décrites ci-après :

Normes, interprétations et amendements aux normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026

Sont concernés les textes suivants :

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE	Date d'entrée en vigueur
Amendements d'IFRS 9 et IFRS 7 : « Classement et évaluation des instruments financiers »	27/05/2025	01/01/2026
Amendement d'IFRS 9 et IFRS 7 « Contrats faisant référence à l'électricité produite à partir de sources naturelles »	30/06/2025	01/01/2026
Modifications d'IFRS 1, d'IFRS 7, d'IFRS 9, d'IFRS 10 et d'IAS 7 découlant des « Améliorations annuelles des Normes IFRS de comptabilité – Volume 11 »	09/07/2025	01/01/2026

Ces amendements sont sans incidence significative sur les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2026.

Normes, interprétations et amendements non encore appliqués

Sont concernés les textes suivants :

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE	Date d'entrée en vigueur ⁽¹⁾
IFRS 18 et amendements liés : « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »	13/02/2026	01/01/2027
IFRS 19 et amendements liés : « Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir »	Texte non encore adopté	01/01/2027
Amendements à IAS 21 : « Conversion vers une monnaie de présentation hyperinflationniste »	Texte non encore adopté	01/01/2027
IFRS 20 : « Actifs et passifs règlementés »	Texte non encore adopté	01/01/2029

⁽¹⁾ Sous réserves d'adoption par l'Union Européenne. Applicable à compter des exercices ouverts aux dates du tableau.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2026.

Le Groupe poursuit ses travaux préparatoires à la mise en application de la norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » qui sera d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2027 en remplacement de la norme IAS 1. La direction financière travaille sur les analyses d'impact sur la présentation des états financiers, en lien étroit avec la communication financière.

2.3. Principes de présentation de l'information financière semestrielle

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires sont les suivantes :

- impôts sur les résultats : la charge d'impôt, incluant la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par entité fiscale auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet,
- avantages au personnel : les charges nettes liées à ces avantages sont comptabilisées sur la base d'une évaluation établie à la date d'arrêt des comptes et des éléments retenus pour les évaluations actuarielles de l'exercice précédent.

2.4. Estimations de la direction

Les principales opérations pour lesquelles le Groupe a recours à des jugements et estimations sont identiques à celles décrites en chapitre 2.4.1 du document d'enregistrement universel 2025. A savoir, pour rappel, les éléments suivants :

- Dépréciation estimée des *goodwills* et actifs à long terme
- Contrats de location
- Impôts différés
- Méthode de l'avancement
- Provisions pour indemnités de départ à la retraite

2.5. Risques

Il n'a pas été identifié de nouveau risque significatif complémentaire à ceux identifiés au chapitre 2.2 « Facteurs de risques » du document d'enregistrement universel 2025, y compris lié au contexte géopolitique actuel.

3. Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2026, le Groupe consolidé LNA Santé se compose de 112 sociétés. Le périmètre des sociétés ainsi que les méthodes de consolidation sont décrits en Note 30 du présent document.

Sur le premier semestre 2026, le Groupe a procédé à la fusion simplifiée de 2 établissements dans d'autres sociétés du Groupe. Il a également racheté la part minoritaire restante de l'Institut de réadaptation du Cap Horn, portant son pourcentage d'intérêts à 100 %.

4. Événements postérieurs à la clôture

EXTENSION DE L'ACTIVITE HAD EN ÎLE-DE-FRANCE

Le Groupe a obtenu trois extensions d'activité pour ses établissements d'Hospitalisation à Domicile (HAD) en Île-de-France, par l'ouverture de nouveaux territoires d'intervention en Seine-Saint-Denis (93), dans le Val-d'Oise (95) et dans l'Essonne (91). Ces autorisations délivrées par l'Agence Régionale de Santé (ARS) Île-de-France représentent un potentiel à terme de plus de 200 patients par jour. Leur ouverture est prévue d'ici la fin de l'année 2026.

SIGNATURE D'UN AVENANT AUX CONTRATS DE FINANCEMENT

Depuis 2021, les financements corporate du Groupe, crédit-syndiqué et Euro-PP, portent la mention « durable », c'est-à-dire qu'ils sont liés à des objectifs d'impact positifs. Les conditions financières (grille de marge de crédit) s'ajustent selon un système de bonus/malus en fonction de l'atteinte d'objectifs annuels.

Le Groupe s'est doté cet été de nouveaux indicateurs de performance extra-financière et objectifs RSE pour les trois prochaines années. Les nouveaux indicateurs de performance extra-financière définis pour le crédit-syndiqué et l'Euro-PP concernent la satisfaction des clients (résidents, familles et patients), les conditions de travail des collaborateurs (actions de prévention) et la trajectoire de décarbonation des bâtiments.

Ce nouveau programme RSE a été approuvé à l'unanimité des prêteurs bancaires et obligataires début septembre 2026.

Notes sur les principaux postes des états financiers

Note 1. Chiffre d'affaires

Note 2. Charges de personnel

Note 3. Charges externes

Note 4. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions

Note 5. Autres produits et charges d'exploitation

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

Note 7. Coût de l'endettement financier net

Note 8. Impôt sur le résultat

Note 9. Sociétés mises en équivalence

Note 10. Résultat par action et résultat dilué par action

Note 11. Goodwills

Note 12. Immobilisations incorporelles

Note 13. Immobilisations corporelles

Note 14. Actifs financiers non courants

Note 15. Droits d'utilisation des contrats de location et obligations locatives

Note 16. Impôts différés

Note 17. Stocks et en-cours de production

Note 18. Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés

Note 19. Autres actifs courants

Note 20. Trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie

Note 21. Capitaux propres du Groupe

Note 22. Engagements de retraite et avantages assimilés

Note 23 Provisions pour risques

Note 24. Emprunts et dettes financières

Note 25. Autres passifs courants

Note 26 Instruments dérivés

Note 27. Engagements hors bilan

Note 28. Autres informations

Note 29. Actifs et passifs financiers

Note 30. Périmètre de consolidation au 30 juin 2026

Note 1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe se décompose de la manière suivante :

En milliers d'euros	Notes	1er Semestre 2026	1er Semestre 2025
Activité Exploitation		465 063	430 628
Médico-Social France	28.1	173 141	162 738
EHPAD Elégance		137 146	134 878
EHPAD Confort		35 995	27 859
Sanitaire France	28.1	266 801	243 508
SMR/PSY		183 363	178 368
HAD		83 438	65 140
International Métier	28.1	21 164	20 755
Belgique		17 884	17 571
Pologne		3 279	3 184
Autres	28.1	3 957	3 627
Activité Immobilier	28.1	18 955	15 813
TOTAL		484 018	446 441

Le chiffre d'affaires lié à l'activité Exploitation est reconnu à mesure que les services sont rendus. Il est en croissance sur l'ensemble des métiers. Le secteur Médico-social progresse notamment grâce à la montée en régime de l'EHPAD de Meaux ouvert en juin 2025, ainsi que l'entrée dans le périmètre de 2 nouveaux établissements. Dans le secteur Sanitaire, les HAD poursuivent leur essor par le développement des nouvelles plateformes et l'augmentation du taux de recours.

Le chiffre d'affaires lié à l'activité Immobilier est reconnu selon la méthode de l'avancement comme précisé dans le paragraphe 2.5.18 du document d'enregistrement universel 2025. Au 30 juin 2026 comme au 30 juin 2025, il n'existe pas de prestations ayant fait l'objet d'un acte de vente en VEFA, mais non encore reconnues en chiffre d'affaires à l'avancement. Le Groupe a également cédé au premier semestre 2026, un ensemble immobilier en crédit-bail pour un montant de 6,2 millions d'euros, sans reconnaissance de chiffre d'affaires.

Note 2. Charges de personnel

En milliers d'euros	1er Semestre 2026			1er Semestre 2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Salaires et traitements	(200 663)	(1 000)	(201 663)	(185 769)	(1 068)	(186 837)
Paievements en actions	(824)		(824)	(438)		(438)
Charges sociales	(73 008)	(406)	(73 414)	(67 715)	(422)	(68 137)
Participation des salariés	(7 170)	(20)	(7 190)	(5 873)	(15)	(5 888)
Provision engagements de retraite	(349)	(2)	(351)	(798)	(2)	(800)
TOTAL	(282 013)	(1 428)	(283 441)	(260 593)	(1 507)	(262 101)

	1er Semestre 2026	1er Semestre 2025
Effectifs salariés par sexe (Equivalent Temps Plein Moyen)	8 777	8 282
Hommes	1 559	1 454
Femmes	7 218	6 828
Effectifs salariés par catégorie professionnelle (Equivalent Temps Plein Moyen)	8 777	8 282
Cadres et professions supérieures	1 065	982
Employés	7 712	7 300

La variation des charges de personnel provient essentiellement de la croissance de l'activité sur le secteur Sanitaire (SMR et HAD), ainsi que de l'entrée de deux établissements en médico-social en mars 2026.

Note 3. Charges externes

Les charges externes du Groupe s'établissent à 40 415 milliers d'euros au 30 juin 2026 contre 38 121 milliers d'euros l'an passé. Elles concernent principalement la sous-traitance pour 9 384 milliers d'euros (contre 9 096 milliers d'euros l'an passé), les charges d'entretien et réparations pour 8 617 milliers d'euros (contre 7 949 milliers d'euros l'an passé), les locations mobilières pour 6 206 milliers d'euros (contre 5 429 milliers d'euros l'an passé) et les honoraires pour 5 910 milliers d'euros (contre 5 481 milliers d'euros au 30 juin 2025). Leur augmentation est principalement liée à celle de l'activité.

Note 4. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions

En milliers d'euros	1er Semestre 2026			1er Semestre 2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Immobilisations incorporelles	(687)		(687)	(758)		(758)
Immobilisations corporelles	(9 488)	(2 483)	(11 971)	(8 064)	(2 440)	(10 504)
Droits d'utilisation	(30 696)	(175)	(30 871)	(30 477)	(175)	(30 652)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations	(40 871)	(2 659)	(43 529)	(39 299)	(2 615)	(41 914)
Dotations nettes aux provisions	(861)	(169)	(1 030)	(1 464)		(1 464)
TOTAL	(41 732)	(2 827)	(44 559)	(40 763)	(2 615)	(43 378)

L'augmentation des dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions provient essentiellement des investissements réalisés l'an passé.

Les dotations nettes aux provisions incluent l'actualisation des provisions pour risques et charges ainsi que celle des provisions clients.

Note 5. Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	1er Semestre 2026			1er Semestre 2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Subventions d'exploitation	4 549		4 549	6 589		6 589
Plus ou moins-values des éléments d'actifs cédés	51	4	55	(11)		(11)
Autres produits	2 455	43	2 498	4 002	44	4 045
Autres charges	(2 306)	(1 939)	(4 245)	(2 714)	(798)	(3 512)
TOTAL	4 749	(1 892)	2 857	7 866	(754)	7 112

Le poste « Autres produits » est constitué principalement de reprises en résultat de subventions d'investissement et de produits liés à des créances clients et dettes fournisseurs sur l'activité Exploitation.

Le poste « Autres charges » est constitué principalement de pertes liées à des créances clients, à des dénouements de litiges et à des dotations aux dépréciations de stocks immobiliers.

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	1er Semestre 2026			1er Semestre 2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Autres produits	42		42	24		24
Reprises sur provisions	922		922	156		156
Autres produits opérationnels	963		963	180		180
Autres charges	(1 272)		(1 272)	(599)		(599)
Dotations aux provisions	(473)		(473)	(362)		(362)
Autres charges opérationnelles	(1 745)		(1 745)	(962)		(962)
TOTAL	(782)		(782)	(781)		(781)

Au premier semestre 2026, le poste « Autres charges » comprend essentiellement les frais liés aux regroupements d'entreprises pour un montant de 466 milliers d'euros ainsi que des coûts liés à des départs de sites pour 807 milliers d'euros et couverts par une reprise de provisions.

Au premier semestre 2026, le poste « Dotations aux provisions » comprend essentiellement une dépréciation d'autorisations d'exploiter sur le secteur Sanitaire pour 300 milliers d'euros et des risques liés à des départs de sites pour 173 milliers d'euros.

Note 7. Coût de l'endettement financier net

En milliers d'euros	1er Semestre 2026			1er Semestre 2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Intérêts des dettes financières ⁽¹⁾	(4 456)	(2 536)	(6 993)	(4 193)	(2 227)	(6 420)
Intérêts des obligations locatives	(8 321)	(15)	(8 335)	(8 434)	(19)	(8 453)
Compte de liaison	599	(599)		987	(987)	
Coût de l'endettement financier brut	(12 178)	(3 150)	(15 328)	(11 640)	(3 233)	(14 873)
Produits issus des placements financiers	123		123	130		130
Coût de l'endettement financier net	(12 054)	(3 150)	(15 204)	(11 510)	(3 233)	(14 743)

(1) Les intérêts des dettes financières intègrent au 30 juin 2026 un effet du coût amorti des frais d'émission de dettes pour 225 milliers d'euros (cf. Note 24.1), montant identique au 30 juin 2025.

L'augmentation du coût de l'endettement financier provient essentiellement de la hausse des taux d'intérêts des dettes financières et de la hausse de la dette brute d'exploitation.

Note 8. Impôt sur les résultats

■ 1. Ventilation impôt exigible – impôt différé

En milliers d'euros	1er Semestre 2026			1er Semestre 2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Impôt exigible	(7 454)	(295)	(7 749)	(8 419)	48	(8 371)
Impôt différé	51	981	1 032	2 042	470	2 513
TOTAL	(7 403)	685	(6 717)	(6 377)	519	(5 858)

■ 2. Justification de la charge d'impôt

En milliers d'euros	1er Semestre 2026	1er Semestre 2025
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	19 614	18 282
Taux d'impôt de la société consolidante	25,83%	25,83%
Charge d'impôt théorique	(5 066)	(4 722)
Différences permanentes	(1 651)	(1 136)
- Effets de la CVAE ⁽¹⁾	(788)	(799)
- Autres décalages permanents	(431)	(329)
- Taxation sur dividendes	(124)	(107)
- Effets de la non-reconnaissance des impôts différés sur déficits	(438)	(23)
- Ecart de taux	131	121
Charge d'impôt effective	(6 717)	(5 858)
Impôt comptabilisé (charge)	(6 717)	(5 858)
Taux d'impôt effectif	34,2%	32,0%

(1) La CVAE est présentée sur la ligne « Charges d'impôt » du compte de résultat.

La hausse du taux d'impôt effectif correspond essentiellement à la hausse des déficits non activés sur le premier semestre 2026.

Note 9. Sociétés mises en équivalence

En milliers d'euros	30/06/2026	31/12/2025
Valeur au bilan à l'ouverture	12 049	12 100
Quote-part de résultat	416	(51)
Dividendes versés	-	-
Valeur au bilan à la clôture	12 465	12 049

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 416 milliers d'euros au 30 juin 2026 contre (376) milliers d'euros au 30 juin 2025.

Les sociétés mises en équivalence sont individuellement non significatives. Pour cette raison, les principaux éléments du compte de résultat sont présentés de façon agrégée :

En milliers d'euros	1er Semestre 2026
Chiffre d'affaires y compris opérations internes	13 560
Résultat net	481

Note 10. Résultat par action et résultat dilué par action

	1er Semestre 2026	1er Semestre 2025
Résultat net part du groupe (en milliers d'euros)	12 509	11 315
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	1,2153	1,1030
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) ⁽¹⁾	10 293	10 259
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	1,2153	1,1030
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) ⁽²⁾	10 293	10 259

⁽¹⁾ Pour la période close au 30 juin 2026, le nombre moyen d'actions en circulation après neutralisation des actions d'auto-détention s'élève à 10 293 milliers contre 10 259 milliers pour la période close au 30 juin 2025.

⁽²⁾ Le nombre moyen d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat par action dilué ne comprend pas d'actions potentiellement dilutives au 30 juin 2026.

Note 11. Goodwills

En milliers d'euros	31/12/2025	Acquisitions Dotations	Cessions Sorties	30/06/2026
Sanitaire France	64 587			64 587
Médico-Social France	56 496			56 496
International Métier	7 600			7 600
Immobilier	2 701			2 701
Autres	840	128		968
Valeur nette	132 224	128		132 352

L'augmentation de la période correspond au calcul définitif du goodwill de la crèche Les Enfants d'Abord, acquise en octobre 2025.

Les frais d'acquisition et de cession des opérations figurent en autres charges opérationnelles et s'élèvent à 466 milliers d'euros (cf. Note 6).

Au 30 juin 2026, la société a identifié des indices de pertes de valeur sur deux UGT qui, en conséquence, ont fait l'objet de tests de dépréciation. Ces tests ont conduit à une dépréciation sur les autorisations d'exploiter (cf. Note 12).

Note 12. Immobilisations incorporelles

1. Variations des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles concernent uniquement l'activité Exploitation.

En milliers d'euros	31/12/2025	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements (1)	30/06/2026
Concessions, brevets	20 763	524		134	20	21 441
Autorisations d'exploiter	444 418			11 177		455 595
Autres immobilisations incorporelles	299	(1)			(0)	298
Immobilisations incorporelles en cours	1 253	(186)			(22)	1 046
Valeurs brutes	466 734	337		11 311	(2)	478 380
Amort. concessions, brevets	17 780	685			(4)	18 461
Amort. autres immobilisations incorporelles	267	2			(0)	269
Amortissements	18 046	687			(4)	18 730
Perte de valeur des autorisations d'exploiter	3 999	300			0	4 299
Valeurs nettes	444 688	(650)		11 311	2	455 351

(1) Les autres mouvements correspondent à des reclassements de compte à compte et des écarts de conversion.

La plupart des immobilisations incorporelles sont acquises soit directement soit par voie de regroupement d'entreprises.

L'essentiel des immobilisations incorporelles acquises correspond aux autorisations d'exploiter. Celles-ci sont accordées en principe pour une durée de 15 ans mais elles se renouvellent par tacite reconduction, sauf en cas de non-respect de la réglementation. Leur durée de vie a donc été considérée comme indéfinie.

Il n'existe aucune immobilisation incorporelle dont la propriété est soumise à restriction.

2. Variations des autorisations d'exploiter

En milliers d'euros	31/12/2025	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements	30/06/2026
Sanitaire France	290 095					290 095
Médico-Social France	145 853			11 177		157 030
International Métier	7 617					7 617
Autres	853					853
Valeur nette	444 418			11 177		455 595
Perte de valeur	3 999	300				4 299
Valeur nette	440 419	(300)		11 177		451 296

La variation des autorisations d'exploiter est consécutive au rachat des fonds de commerce des cinq établissements repris sur le premier semestre 2026 (cf. Faits marquants).

La dépréciation d'autorisations d'exploiter, consécutive à la réalisation des tests de dépréciation, concerne le secteur Sanitaire pour 300 milliers d'euros.

Note 13. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	31/12/2025	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements (1)	30/06/2026
Terrains	14 880				442	15 322
Constructions	232 549	422			4 853	237 824
Installations techniques	19 662	690	(278)	15	79	20 169
Autres immobilisations corporelles	165 585	4 132	(3 545)	5 592	998	172 762
Immobilisations en cours	3 538	1 136			252	4 926
Valeur brutes	436 214	6 380	(3 823)	5 608	6 626	451 004
Terrain	587	35				621
Constructions	111 435	5 111			(17)	116 529
Installations techniques	12 571	713	(182)		(4)	13 099
Autres immobilisations corporelles	111 608	6 216	(3 443)		(17)	114 275
Amortissements	236 201	11 986 (2)	(3 624)		(38)	244 525
Perte de valeur						
Valeurs nettes	200 014	(5 606)	(199)	5 608	6 663	206 479
Dont Exploitation	135 538					144 533
Dont Immobilier	64 476					61 946

(1) Les autres mouvements correspondent à des reclassements de poste à poste, à la comptabilisation des actifs immobiliers pris en crédit-bail pour 5 576 milliers d'euros, à des réaffectations d'actifs corporels pour 1 381 milliers d'euros et aux écarts de conversion pour (291) milliers d'euros.

(2) Dont 11 971 milliers d'euros comptabilisés en résultat opérationnel courant cf. Note 4

Il n'existe aucune restriction concernant les titres de propriété d'immobilisations corporelles. Il n'a pas été révélé de perte de valeur des immobilisations corporelles.

Les autres immobilisations corporelles comprennent principalement des agencements divers, des dispositifs médicaux immobilisables ainsi que du matériel de bureau.

Les acquisitions du premier semestre 2026 pour 6 380 milliers d'euros, nettes des subventions d'investissement accordées pour 887 milliers d'euros, s'élèvent à 5 493 milliers d'euros. Les subventions d'investissement sont comptabilisées au bilan en autres éléments non courants.

Note 14. Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2025	Acquisitions / Augmentations	Diminutions	Var. Périmètre	Variations de juste valeur	Autres Mouvements	30/06/2026
Titres non consolidés	2 922	108	(333)				2 697
Prêts	233	69	(25)				277
Dépôts et cautionnements	695	554	(3)				1 245
Instruments dérivés - actifs	706				365	(178) (1)	894
Autres actifs financiers non courants	158	146	(20)				283
Valeurs brutes	4 713	877	(381)		365	(178)	5 396
Dépréciation	27		(27)				-
Valeurs nettes	4 686	877	(355)		365	(178)	5 396
Dont Exploitation	4 523						5 234
Dont Immobilier	163						163

(1) Les autres mouvements sur les instruments dérivés - actifs correspondent au reclassement de leur part courante.

Le détail des titres non consolidés se présente ainsi :

	30/06/2026	31/12/2025
SC Financière Vertavienne	774	774
LNA Ensemble	1 097	1 089
Codoc	400	400
Parts sociales Crédit Coopératif	-	306
Goud Santé	250	250
Autres	176	103
TOTAL	2 697	2 922

Le Groupe ne détient pas le contrôle sur ces sociétés. Il n'existe aucun contrat entre le Groupe et ces sociétés.

La ligne « Dépréciation » correspond à la dépréciation de dépôts et cautionnements.

L'échéancier des actifs financiers non courants s'analyse comme suit :

Echéancier	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Valeurs brutes au 30/06/2026	1 604	3 793	5 396
Valeurs brutes au 31/12/2025	1 547	3 166	4 713

Note 15. Droits d'utilisation des contrats de location et obligations locatives

Les droits d'utilisation concernent en totalité des locations immobilières.

La variation des droits d'utilisation s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2025	Entrées d'actifs	Amortissements et pertes de valeur	Résiliations	Effet des réévaluations d'hypothèses	30/06/2026
Valeur brute des droits d'utilisation	749 482	23 416		(559)	22 458	794 797
Amortissements des droits d'utilisation	(370 266)		(30 871)	210		(400 926)
Total des droits d'utilisation nets	379 216	23 416	(30 871)	(349)	22 458	393 871
Dont Exploitation	378 135					392 965
Dont Immobilier	1 081					905

L'effet des réévaluations d'hypothèses comprend la réévaluation des droits d'utilisation à la suite de la ré-indexation annuelle des loyers pour 3 699 milliers d'euros, et des réestimations de la durée probable de contrats (hypothèses d'exercice d'options de renouvellement principalement) pour 18 759 milliers d'euros.

La variation des obligations locatives s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2025	Entrées d'actifs	Remboursement	Résiliations	Effet des réévaluations d'hypothèses	30/06/2026
Obligations locatives	422 075	23 416	(30 909)	(390)	22 458	436 651
Total des obligations locatives	422 075	23 416	(30 909)	(390)	22 458	436 651
Dont Exploitation	420 868					435 632
Dont Immobilier	1 207					1 018
Dont non courant	360 716					370 888
Dont courant	61 359					65 763

L'impact net des résiliations pour 42 milliers d'euros figure au compte de résultat dans le poste « Autres produits et charges opérationnels ».

Les échéances des obligations locatives au 30 juin 2026 sont les suivantes :

Echéancier (en milliers d'euros)	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Durée résiduelle des obligations locatives	65 763	213 259	157 629	436 651

Les échéances des paiements restant à effectuer sur les contrats de location en cours sont les suivantes :

Echéancier (en milliers d'euros)	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Loyers restant à rembourser	81 281	259 001	179 142	519 424

Note 16. Impôts différés

En milliers d'euros	31/12/2025	Résultat	Autres éléments du résultat global	Autres Mouvements	30/06/2026
Impôts différés actifs	5 663	772	13		6 449
Impôts différés passifs	(83 597)	259	(774)	265	(83 846)
Impôts différés nets	(77 933)	1 032	(761)	265	(77 397)

Les impôts différés nets relatifs aux opérations immobilières s'élèvent à 3 807 milliers d'euros au 30 juin 2026 contre 2 828 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

En milliers d'euros	31/12/2025	Résultat	Capitaux propres	Autres mouvements	30/06/2026
Divergences fiscales	2 981	(1 972)			1 009
Contrats de location	11 320	98			11 418
Autres opérations	346	2 705	(761)	265	2 556
Autorisations d'exploiter	(85 239)	17			(85 222)
Ecart d'évaluation constructions	(5 532)	184			(5 348)
Ecart d'évaluation stock immobilier	(1 810)				(1 810)
Impôts différés nets	(77 933)	1 032	(761)	265	(77 397)

Au 30 juin 2026, seuls les déficits fiscaux générés de la société polonaise, des sociétés belges non couverts par le régime fiscal de transfert intra-groupe et des sociétés françaises hors du périmètre d'intégration fiscale dont le plan d'affaires est actuellement déficitaire n'ont pas été activés, pour un impôt estimé à 5,1 millions d'euros, contre un montant de 4,7 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Ces déficits n'ont pas été activés compte tenu des incertitudes sur leur recouvrabilité dans un délai proche.

Note 17. Stocks et en-cours de production

En milliers d'euros	30/06/2026			31/12/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Matières premières	6 164		6 164	5 502		5 502
En-cours biens		215 943	215 943		202 246	202 246
Marchandises	754	18	772	197	22	219
Valeurs brutes	6 917	215 961	222 878	5 699	202 268	207 967
Dépréciations		12 387	12 387		10 281	10 281
Valeurs nettes	6 917	203 573	210 491	5 699	191 988	197 687

Les encours de production correspondent aux coûts engagés sur les opérations immobilières selon le niveau d'avancement.

La hausse des en-cours de biens Immobilier provient essentiellement de la progression de l'avancement sur les opérations immobilières en cours de réalisation.

La valeur nette des actifs que le Groupe s'attend à céder dans les 12 mois s'élève à 192 393 milliers d'euros et s'élevait à 181 187 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

Les dépréciations de stocks ne concernent que l'activité Immobilier et s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30/06/2026
Dépréciations de stocks	10 281	2 107			12 387
TOTAL	10 281	2 107			12 387

Les dépréciations de stocks ont été estimées en fonction de la valeur probable de revente diminuée des coûts attendus pour la réalisation de la vente.

Note 18. Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	30/06/2026			31/12/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Créances clients brutes	91 583	3 348	94 932	83 210	3 035	86 245
Dépréciations des créances clients	(3 216)	(22)	(3 238)	(3 167)	(22)	(3 189)
Valeurs nettes	88 368	3 326	91 694	80 043	3 013	83 057

Les créances clients nettes s'élèvent à 91,7 millions d'euros au 30 juin 2026, en hausse de 8,6 millions d'euros.

Il n'existe pas d'actifs sur contrats à la clôture.

Toutes les créances clients sont à échéance à moins d'un an.

Les dépréciations des comptes clients s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2025	Dotations	Reprises utilisées	30/06/2026
Exploitation	3 167	1 206	(1 157)	3 216
Immobilier	22			22
TOTAL	3 189	1 206	(1 157)	3 238

Les dotations nettes aux dépréciations des créances clients s'élèvent à 50 milliers d'euros au 30 juin 2026, comptabilisés en résultat opérationnel courant, contre 591 milliers d'euros un an plus tôt, comptabilisés en résultat opérationnel courant.

Note 19. Autres actifs courants

En milliers d'euros	30/06/2026			31/12/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Créances sociales	1 588	17	1 605	1 579	6	1 585
Créances fiscales hors IS	1 637	5 037	6 675	2 225	5 989	8 214
Instruments dérivés - actifs	990		990	813		813
Actifs financiers courants	44		44	89		89
Autres créances diverses	33 669	1 044	34 713	30 196	993	31 189
Charges constatées d'avance	6 481	544	7 025	2 678	838	3 516
Valeurs brutes	44 410	6 642	51 052	37 580	7 826	45 405
Dépréciations	(1 462)		(1 462)	(924)		(924)
Valeurs nettes	42 947	6 642	49 589	36 655	7 826	44 481

Toutes les créances et autres actifs courants ont une échéance inférieure à un an.

Note 20. Trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie

La trésorerie nette du Groupe se décompose ainsi :

En milliers d'euros	30/06/2026			30/06/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Disponibilités	75 399	6 527	81 927	62 579	417	62 996
Equivalents de trésorerie	7 500		7 500	5 000		5 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	82 899	6 527	89 427	67 579	417	67 996
Concours bancaires courants	(86)		(86)	(38)	(0)	(38)
Trésorerie nette	82 813	6 527	89 341	67 541	417	67 958

Les équivalents de trésorerie sont constitués de comptes à terme disponibles sous réserve d'un préavis de 32 jours calendaires, et d'OPCVM monétaires. Ils sont exposés à un risque négligeable d'évolution de juste valeur.

Note 21. Capitaux propres du Groupe

▪ 1. Composition du capital social

Le montant du capital social de la société LNA Santé s'élève au 30 juin 2026 à 21 418 832 euros, divisé en 10 709 416 actions de 2 euros de valeur nominale chacune.

▪ 2. Prime d'émission

La prime d'émission de la société LNA Santé s'élève au 30 juin 2026 à 99 590 256 euros.

▪ 3. Actions Propres

Dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec un prestataire d'investissement, la société LNA Santé est amenée à détenir des actions propres.

Au 30 juin 2026, la société LNA Santé détenait 413 744 actions propres, qui viennent en déduction des réserves consolidées pour un montant de 12 133 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2025, les réserves consolidées étaient impactées d'un montant de 13 140 milliers d'euros correspondant à 452 607 actions auto-détenues.

▪ 4. Dividendes

L'Assemblée Générale du 17 juin 2026 a approuvé la distribution de dividendes de 0,95 euro par action au titre de l'exercice 2025, soit un montant de 9 780 milliers d'euros, qui a été versée en numéraire le 10 juillet 2026.

▪ 5. Titres par catégorie

	30/06/2026	31/12/2025
Nombre total d'actions	10 709 416	10 709 416
Nombre total d'actions émises et entièrement libérées	10 709 416	10 709 416
Nombre total d'actions émises et non entièrement libérées	-	-
Nombre total d'actions ordinaires	4 601 099	4 564 070
Nombre total d'actions à droit de vote double	5 694 573	5 692 739
Nombre total d'actions privées du droit de vote	413 744	452 607
Valeur nominale en euros de l'action	2,00	2,00
Capital social en euros	21 418 832	21 418 832
Actions de la société détenues par le Groupe	413 744	452 607

Note 22. Engagements de retraite et avantages assimilés

En milliers d'euros	30/06/2026	31/12/2025
Engagements à l'ouverture	14 892	11 359
Variations de périmètre		3
Coût des services rendus	756	1 109
Coût financier	276	405
Prestations de retraite payées	(434)	(548)
Revenus des actifs du régime	22	747
Gains et pertes actuariels	(2 098)	1 817
Engagements à la clôture	13 415	14 892
	Dont Exploitation	13 384
	Dont Immobilier	32
		38

Echéancier	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Engagements au 30/06/2026	1 197	3 001	9 217	13 415
Engagements au 31/12/2025	1 116	3 269	10 507	14 892

Les revenus des actifs du régime proviennent de contrats d'assurance externes dont les fonds ont été récupérés à la suite du départ à la retraite de salariés. Ces contrats d'assurance ne sont plus alimentés et sont progressivement clôturés.

Les écarts actuariels liés aux changements d'hypothèses financières découlent de la variation du taux d'actualisation retenu par rapport au 31 décembre 2025.

Les hypothèses de calcul de la provision pour engagements de retraite sont les suivantes :

Indicateurs	30/06/2026	31/12/2025
Taux d'actualisation	4,04%	3,79%
Evolution des salaires	2%-5%	2%-5%
Table de mortalité	INSEE 2024	INSEE 2024
Âge de départ volontaire	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales	50%	50%
Modalité de départ	Volontaire	Volontaire

Le taux d'actualisation est établi sur la base de l'observation du taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie membres de la zone euro à la clôture de l'exercice et de la durée de l'engagement.

Une variation du taux d'actualisation de 1,00% n'entraînerait pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Note 23. Provisions pour risques

En milliers d'euros	30/06/2026			31/12/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Provisions pour risques courantes	10 130	425	10 555	10 593	425	11 018
TOTAL	10 130	425	10 555	10 593	425	11 018

En milliers d'euros	31/12/2025	Dotations	Reprises ⁽¹⁾	30/06/2026
Litiges sociaux	1 940	847	(447)	2 340
Autres provisions	9 078	333	(1 196)	8 215
TOTAL	11 018	1 180	(1 644)	10 555

⁽¹⁾ Dont reprises de provisions utilisées : 250 milliers d'euros

Les provisions pour risques concernent des contentieux en cours. Les échéances de ces contentieux interviendront pour la plupart à moins d'un an. Les montants provisionnés ont été définis au cas par cas entre les services concernés du Groupe et les conseils en charge de ces dossiers. Par ailleurs, aucun remboursement n'est attendu.

Les autres provisions concernent principalement des risques liés aux départs de site, des litiges avec des promoteurs et des investisseurs immobiliers, et des écarts de facturation avec des praticiens.

Ces postes n'enregistrent aucun avantage à long terme et aucune indemnité de fin de contrat. Compte tenu des échéances à court terme des provisions, ces dernières n'ont pas été actualisées.

Note 24. Emprunts et dettes financières

L'endettement du Groupe se compose de dettes bancaires et de dettes désintermédiées, parmi lesquelles figurent les financements suivants :

- un emprunt obligataire sous forme d'Euro-PP de 90 millions d'euros dont 45 millions d'euros à échéance 19 juillet 2028 et 45 millions d'euros à échéance 19 juillet 2029, destiné à refinancer en complément des emprunts bancaires à moyen ou long terme des titres de sociétés d'exploitation ou des autorisations d'exploiter. L'Euro-PP étant à taux fixe, il n'est pas soumis aux aléas de fluctuation des taux d'intérêt ;
- un programme de titres négociables à court terme (NEU CP, anciennement nommés billets de trésorerie) plafonné actuellement à 160,0 millions d'euros, servant en complément du crédit syndiqué et des crédits promotions à financer le portage et les travaux immobiliers avant cession. La documentation financière du programme est disponible sur le site de la Banque de France à l'adresse suivante : <https://eucpmtn.banque-france.fr/public/#/liste-des-emetteurs/dd8b9dec-b611-ea11-80f7-001dd8b71ea9> ;
- un emprunt syndiqué bancaire de 265,0 millions d'euros à échéance juin 2028. Il s'agit d'une ligne de crédit revolving non amortissable (RCF) destinée au portage des opérations en phase de construction et de restructuration, à savoir le financement d'autorisations non exploitées et d'établissements en phase de restructuration, ainsi que le portage d'immobiliers existants en attente de commercialisation ;
- adossée à l'emprunt syndiqué, une tranche de Prêt à Terme (Term Loan) à échéance juin 2027 de 21,0 millions d'euros, utilisée pour le portage immobilier des établissements normands. A taux variable, elle est totalement couverte au 30 juin 2026 ;
- des emprunts à moyen ou long terme d'une durée de 5 à 15 ans pour financer les investissements de maintien du Groupe. Ils sont soit à taux fixe, soit à taux variable couvert ;
- des emprunts à long terme d'une durée de 7 à 10 ans servant à financer des titres de sociétés d'exploitation ou des autorisations d'exploiter. Il s'agit dans la majorité des cas d'opérations de refinancement, les prêts amortissables étant mis en place dès lors que les actifs d'exploitation sont en état de générer les cashflows suffisants pour rembourser les échéances d'emprunts. Ces emprunts sont à taux fixe ou à taux variable couvert ;

- un préfinancement des dotations soins en EHPAD, correspondant à 6 mois de dotations, permettant au Groupe d'optimiser son BFR en disposant d'une trésorerie complémentaire. Ce préfinancement de 57,8 millions d'euros au 30 juin 2026, à taux variable, est totalement couvert ;
- des financements de portage immobilier avant cession de l'immobilier en l'état (dans le cas où le Groupe décide de déménager l'exploitation dans de nouveaux locaux) ou lancement d'un programme de promotion immobilière. Ces financements sont à 91% à taux fixe ou à taux variable couvert ;
- des crédits à court terme de promotion immobilière servant à financer les opérations de construction et de rénovation-extension pendant des périodes de 12 à 18 mois avant livraison et cession de l'immobilier. Ces crédits ne sont pas couverts, mais leurs frais financiers sont inclus dans le prix de vente des ensembles immobiliers.

Les autres dettes financières sont quant à elles principalement composées des éléments suivants :

- Les cautions versées par les résidents des établissements à leur entrée ;
- Les autres dettes financières diverses.

Au 30 juin 2026, l'endettement du Groupe est couvert ou à taux fixe à hauteur de 313 millions d'euros.

La partie non couverte s'élève à 141 millions d'euros, qu'il faut comparer à la trésorerie nette de 89 millions d'euros dont dispose le Groupe. Le risque sur le montant non couvert s'en trouve donc réduit : l'impact d'une hausse de taux d'intérêt se traduisant par une hausse de la charge d'intérêt d'une part, et par une hausse des produits d'intérêt générés par les placements de trésorerie, d'autre part.

La dette résiduelle non couverte se limite ainsi 51 millions d'euros, soit 10% de la dette brute, et concerne principalement la dette immobilière à court terme, à savoir les encours de travaux avant cession.

■ 1. Variation des dettes

L'ensemble des dettes courantes et non courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2025	Emissions	Rembst	Var. de périmètre	Variations de juste valeur	Effets du coût amorti ⁽¹⁾	Autres Mouvements ⁽²⁾	30/06/2026
Euro PP	89 799					34		89 833
Titres négociables à court terme	71 000	15 000						86 000
Total dettes désintermédiées	160 799	15 000				34		175 833
Crédit syndiqué RCF	133 251	13 900	(1 901)			150		145 400
Crédit syndiqué Term-Loan	34 375		(13 500)			42		20 917
Emprunts auprès des établt de crédit	50 139	5 000	(6 002)					49 136
Préfinancement des dotations soins	58 173		(394)					57 780
Crédits portage immobilier	4 593		(286)					4 307
Total emprunts bancaires	280 531	18 900	(22 083)			192		277 540
Instruments dérivés	804				(504)			299
Cautions résidents	12 302	1 971	(1 563)	973				13 683
Dettes de crédit-bail	29 288	5 393	(1 015)					33 666
Autres dettes financières diverses	53	(5)						48
Concours bancaires courants	97						(11)	86
Intérêts courus non échus	1 296						1 303	2 599
TOTAL	485 170	41 259	(24 661)	973	(504)	225	1 292	503 754
Non courant	323 645							318 509
Courant	161 525							185 246

⁽¹⁾ Les effets du coût amorti sont présentés en Note 7 – Coût de l'endettement financier net.

⁽²⁾ Les autres mouvements correspondent aux variations nettes des dettes financières à court terme.

■ 2. Analyse des dettes courantes et non courantes

L'ensemble des dettes non courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2026			31/12/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Euro PP	89 901		89 901	89 867		89 867
Emprunts auprès des établissements de crédit	51 000	135 823	186 823	37 730	159 007	196 737
Cautions résidents	10 262		10 262	9 226		9 226
Autres dettes financières diverses	48		48	53	0	53
Dettes de crédit-bail	31 315		31 315	27 250		27 250
Instruments dérivés	159		159	511		511
TOTAL	182 685	135 823	318 509	164 637	159 008	323 645

L'ensemble des dettes courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2026			31/12/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Euro PP	(68) ⁽¹⁾		(68)	(68) ⁽¹⁾		(68)
Emprunts auprès établissements de crédit	11 353	21 584	32 937	11 533	14 087	25 620
Préfinancement des dotations soins	57 780		57 780	58 173		58 173
Cautions résidents	3 421		3 421	3 075		3 075
Dettes de crédit-bail	2 351		2 351	2 038		2 038
Instruments dérivés	140		140	293		293
Titres négociables à court terme		86 000	86 000		71 000	71 000
Concours bancaires courants	86		86	97	0	97
Intérêts courus non échus	2 591	8	2 599	1 289	7	1 296
TOTAL	77 654	107 592	185 246	76 430	85 095	161 525

⁽¹⁾ La part courante de l'Euro PP correspond à la part courante du coût amorti.

■ 3. Echéances des dettes

L'échéancier des dettes courantes et non courantes s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	30/06/2026			31/12/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
1 an au plus	77 654	107 592	185 246	76 430	85 095	161 525
De plus de 1 an à 5 ans	155 539	134 042	289 581	138 982	157 019	296 001
Supérieur à 5 ans	27 146	1 781	28 928	25 655	1 988	27 643
TOTAL	260 339	243 415	503 754	241 067	244 103	485 170

Le total des remboursements futurs non actualisés des emprunts bancaires, de l'Euro PP et des titres négociables à court terme s'analyse de la manière suivante (capital et intérêts) :

En milliers d'euros	30/06/2026			31/12/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
1 an au plus	86 935	112 393	199 327	69 239	89 801	159 040
De plus de 1 an à 5 ans	127 679	138 319	265 999	131 843	163 244	295 087
Supérieur à 5 ans	6 136	1 935	8 071	9 038	2 168	11 206
TOTAL	220 750	252 647	473 397	210 120	255 213	465 333
Maturité moyenne hors préfinancement des dotations soins (en années)	3,35	2,03	2,54	3,89	2,48	3,00

■ 4. Structure financière

La structure de l'endettement liée aux emprunts auprès des établissements de crédit et auprès des investisseurs financiers sur le marché se présente comme suit :

Capital restant dû (En milliers d'euros)	30/06/2026			En %	31/12/2025			En %
	Exploit.	Immo.	Total		Exploit.	Immo.	Total	
Euro PP	89 833		89 833	20%	89 799		89 799	20%
Titres négociables à court terme		86 000	86 000	19%		71 000	71 000	16%
Prêts à taux fixe	33 360	3 694	37 053	8%	32 686	3 893	36 580	8%
Prêts à taux variable couvert	72 865	112 933	185 798	41%	74 705	122 559	197 264	45%
Prêts à taux variable non couvert	13 908	40 781	54 689	12%	46	46 642	46 687	11%
TOTAL EMPRUNTS GROUPE	209 966	243 407	453 373	100%	197 236	244 094	441 330	100%
Dont non courant	140 901	135 823	276 724	61%	127 598	159 007	286 605	65%
Dont courant	69 065	107 584	176 649	39%	69 638	85 087	154 726	35%

Le taux moyen d'intérêts des dettes, y compris instruments de couverture, s'élève à 3,30 % pour la période close au 30 juin 2026, à comparer à 3,36 % au 30 juin 2025.

L'endettement financier net du Groupe s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	Notes	30/06/2026			31/12/2025		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Emprunts et dettes financières		226 674	243 415	470 089	211 780	244 103	455 882
Comptes courants internes		(20 000)	20 000		(9 806)	9 806	
Instruments dérivés actifs	14. / 19.	(1 884)		(1 884)	(1 519)		(1 519)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.	(82 899)	(6 527)	(89 427)	(93 120)	(1 706)	(94 827)
Endettement net		121 890	256 888	378 778	107 335	252 202	359 537
Engagements sur contrats de crédit-bail immobilier			33 666	33 666		29 288	29 288
Endettement net selon covenants		121 890	290 553	412 444	107 335	281 489	388 825

■ 5. Covenants bancaires

Au titre de ses emprunts, le Groupe doit respecter un certain nombre d'obligations. En cas de non-respect, les banques pourraient obliger le Groupe à rembourser totalement, partiellement ou renégocier les conditions de financement. Les principaux *covenants* du Groupe à la clôture se décrivent ainsi :

Covenants	Seuil à respecter	Au 30/06/2026
Levier :		
Endettement net d'Exploitation / EBITDA d'Exploitation hors IFRS 16 ⁽¹⁾	≤ 4,25	1,60
Gearing :		
Endettement net d'Exploitation / Fonds propres d'Exploitation ajustés ⁽²⁾	≤ 1,25	0,24
Endettement net immobilier	< 340 M€	291 M€
EBITDA Immobilier hors IFRS 16	> 0	4,1 M€

⁽¹⁾ Sur la base d'un EBITDA d'Exploitation hors IFRS 16 pro forma pour la contribution en année pleine des acquisitions à l'EBITDA d'Exploitation hors IFRS 16.

⁽²⁾ Les fonds propres d'Exploitation ajustés sont constitués des fonds propres consolidés de l'activité Exploitation, hors impacts IFRS 16, augmentés des impôts différés passifs d'Exploitation, hors impacts IFRS 16, liés principalement à la valorisation des actifs incorporels d'Exploitation.

Au 30 juin 2026, les *covenants* sont respectés.

Par ailleurs, l'Euro-PP et le crédit syndiqué prévoient une clause de changement de contrôle lié au pacte d'actionnaires de LNA Santé. Ainsi, si les signataires du Pacte venaient à détenir ensemble moins de 50,1% des droits de vote aux assemblées générales, les contrats prévoient les impacts suivants :

- Euro-PP : chaque porteur aurait la faculté, à son gré, d'exiger de LNA Santé qu'elle rembourse ou, au choix de la société, qu'elle rachète ou fasse racheter la totalité des obligations qu'elle détient ;
- Crédit syndiqué : le remboursement anticipé de la totalité des sommes dues au titre du crédit syndiqué et la résiliation de la totalité des engagements des prêteurs.

Au 30 juin 2026, les signataires du pacte d'actionnaires de LNA Santé détiennent plus de 50,1%, cette clause n'est donc pas applicable.

Note 25. Autres passifs courants

En milliers d'euros	30/06/2026			31/12/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Fournisseurs d'immobilisations	9 745		9 745	1 688		1 688
Dettes fiscales hors IS	8 487	5 511	13 997	5 993	4 841	10 835
Dettes sociales	89 702	416	90 118	85 798	504	86 302
Autres dettes diverses	36 687	476	37 163	23 842	55	23 896
Passifs sur contrats	18 618	68	18 686	21 279	43	21 322
TOTAL	163 238	6 471	169 709	138 600	5 443	144 043

Toutes les autres dettes et comptes de régularisation sont à une échéance inférieure à un an. L'augmentation des dettes fournisseurs d'immobilisations est en lien avec l'acquisition des trois fonds de commerce réalisée fin juin 2026.

Les autres dettes diverses incluent au 30 juin 2026 les dividendes relatifs à l'exercice 2025, versés le 10 juillet 2026 pour un montant de 9 780 milliers d'euros.

Note 26. Instruments dérivés

LNA Santé a souscrit des swaps et des caps de taux afin de couvrir son endettement à taux variable. Les caractéristiques de ces instruments sont les suivantes :

En milliers d'euros	30/06/2026	31/12/2025
Nominal	186 481	166 889
Taux	0,00 % - 4,45 %	0,00 % - 4,99 %
Échéance	07/07/2026 - 10/12/2031	07/01/2025 - 25/06/2031

Les produits d'intérêts constatées au titre des instruments financiers sur le premier semestre 2026 s'élèvent à 89 milliers d'euros.

La juste valeur des instruments dérivés s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2025	Variation en capitaux propres	Variation par résultat	30/06/2026
Juste valeur des instruments de couverture	178	843	76	1 097
Juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture	537		(49)	488
Juste valeur des instruments financiers	715	843	27	1 585

Note 27. Engagements hors bilan

1. Engagements donnés et reçus

En milliers d'euros	30/06/2026	31/12/2025
Cautions données sur les emprunts	9 814	10 099
Nantissement de fonds sur les emprunts	7 627	8 574
Nantissement de titres des sociétés consolidées sur les emprunts	-	37
Engagements hors bilan liés aux opérations de financement	17 441	18 710
Garanties données sur les prêts promoteurs	32 823	33 671
Cautions LNA Santé	24 321	25 091
Hypothèques et Privilèges de prêteur de deniers	8 502	8 580
Garanties données sur les loyers	22 187	14 889
Cautions bancaires aux propriétaires immobiliers	3 783	3 783
Cautions LNA Santé aux propriétaires immobiliers	18 404	11 106
Autres garanties données	6 283	6 283
Engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations incorporelles	2 255	20 350
Engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations corporelles et stocks	3 920	4 336
Engagements contractuels d'acquisition de titres mis en équivalence	397	397
Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles	67 865	79 926
Engagements donnés (non actualisés)	85 305	98 636
Cautions bancaires	5 134	5 300
Engagements contractuels reçus pour vente d'immobilisations	81 495	5 747
Part non utilisée des crédits corporate et crédit syndiqué	119 000	131 000
Engagements reçus (non actualisés)	205 629	142 047

La variation des engagements donnés est essentiellement due à la baisse des engagements contractuels sur acquisitions d'immobilisations incorporelles à la suite de l'acquisition des cinq nouveaux établissements en Médico-social.

La variation des engagements reçus correspond à la signature d'une promesse de cession de plusieurs actifs immobiliers.

2. Actifs et passifs éventuels

	30/06/2026	31/12/2025
Actifs éventuels	Néant	Néant
Passifs éventuels	Néant	Néant

Il n'existe pas, à la connaissance du Groupe et de ses conseils, de litige non provisionné susceptible d'impacter significativement l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe au 30 juin 2026.

Note 28. Autres informations

■ 1. Secteurs opérationnels

En milliers d'euros	Médico-Social France	Sanitaire France	International Métier	Immobilier	Autres	TOTAL
30/06/2026						
Chiffre d'affaires	173 141	266 801	21 164	18 955	3 957	484 018
EBITDA ⁽¹⁾	40 800	37 458	3 808	2 161	(3 164)	81 063
EBITDA hors IFRS 16	15 603	25 440	1 070	4 093	(4 061)	42 144

En milliers d'euros	Médico-Social France	Sanitaire France	International Métier	Immobilier	Autres	TOTAL
30/06/2025						
Chiffre d'affaires	162 738	243 508	20 755	15 813	3 627	446 441
EBITDA ⁽¹⁾	37 950	37 079	3 971	2 786	(3 640)	78 147
EBITDA hors IFRS 16	14 069	25 865	1 278	4 091	(4 498)	40 805

⁽¹⁾ EBITDA : Résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels, dotations aux amortissements et provisions, après dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobilier.

Le passage du résultat opérationnel à l'EBITDA et de l'EBITDA à l'EBITDA hors IFRS 16 est le suivant :

En milliers d'euros	30/06/2026			30/06/2025		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Résultat opérationnel	35 376	(623)	34 754	32 646	199	32 844
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	41 732	2 827	44 559	40 763	2 615	43 378
Provision engagements de retraite	349	2	351	798	2	800
Autres produits et charges d'exploitation	(4 749)	1 892	(2 857)	(7 866)	754	(7 112)
Subventions d'exploitation	4 549		4 549	6 589		6 589
Autres produits et charges d'exploitation à caractère d'EBITDA	864		864	1 650		1 650
Dépréciations de stocks immobiliers		(1 938)	(1 938)		(784)	(784)
Autres produits et charges opérationnels	782		782	781		781
EBITDA	78 902	2 161	81 063	75 361	2 786	78 147
Impact de l'élimination des loyers IFRS 16	(40 851)	1 932	(38 919)	(38 647)	1 305	(37 342)
EBITDA hors IFRS 16	38 052	4 093	42 144	36 714	4 091	40 805

■ 2. Parties liées

Il n'y a pas d'évolutions significatives des transactions et des soldes entre les sociétés du Groupe, avec les autres parties liées ni dans les modalités de rémunération des dirigeants par rapport aux éléments décrits dans le document d'enregistrement universel 2025 en Note 31.2.

Note 29. Actifs et passifs financiers

La juste valeur d'un actif ou d'un passif est le prix qui serait convenu entre des parties libres de contracter et opérant aux conditions du marché. A la date de la transaction, elle correspond généralement au prix de transaction. La détermination de la juste valeur doit ensuite être fondée sur des données de marché observables qui fournissent l'indication la plus fiable de la juste valeur d'un instrument financier.

La juste valeur des dérivés est déterminée sur la base des flux contractuels actualisés en utilisant les données de marché observables à la clôture.

Pour la période close au 30 juin 2026, la valeur comptable des actifs et passifs financiers ne présente pas d'écart significatif avec leur juste valeur.

Note 30. Périmètre de consolidation au 30 juin 2026

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2026 est identique à celui décrit dans le document d'enregistrement universel 2025 en Note 35, aux exceptions suivantes :

Raison sociale	% de contrôle	% d'intérêts		Méthode de Consolidation	Siren/n°d'entreprise	Siège social
I- ACTIVITE EXPLOITATION:						
HAD Eure-et-Loir	100,00%	100,00%	(1)	IG	919 778 159	10 avenue Maurice Maunoury, 28 600 LUISANT
LES ENFANTS D'ABORD	100,00%	68,85%	(2)	IG	539 424 648	Rue des Sports, 72 230 RUAUDIN
INSTITUT DE READAPTATION DU CAP HORN	100,00%	100,00%	(3)	IG	817 462 690	1 Rue de Kergonidec, 29800 LANDERNEAU

(1) Société absorbée par la société LNA ES

(2) Société absorbée par la société Na! Crèches

(3) Rachat des minoritaires restants, portant le pourcentage d'intérêts de 70,75% à 100%

Les variations de la période sont décrites au paragraphe 3. Périmètre de consolidation.

Rapport des Commissaires aux Comptes

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2026

Période du 1^{er} Janvier 2026 au 30 Juin 2026

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société LNA SANTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés

Les Commissaires aux Comptes

Nantes, le 24 septembre 2026
KPMG SA

Vincent BROYE
Associé

Saint-Herblain, le 24 septembre 2026
BEAS

Guillaume RADIGUE
Associé

Attestation du Responsable du Rapport Financier

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Période du 1^{er} Janvier 2026 au 30 Juin 2026

Nantes, le 24 septembre 2026

Messieurs les commissaires aux comptes,

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés, sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Willy SIRET
Directeur Général

Glossaire

BFR : Besoin de Fonds de Roulement

CA : Chiffre d'Affaires

Capex : Investissements de maintien, hors investissements de développement de nouvelles activités et d'actifs immobiliers à céder

CPOM : Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens

Croissance organique : correspond à la variation du chiffre d'affaires :

- entre N-1 et N des établissements existants en N-1,
- entre N-1 et N des établissements ouverts en N-1 ou en N,
- entre N-1 et N des établissements restructurés au cahier des charges LNA Santé ou dont la capacité a augmenté en N-1 ou en N,
- sur N par rapport à la période équivalente en N-1 des établissements acquis en N-1.

CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

Dette financière nette : Dette financière brute, hors obligations locatives au sens d'IFRS 16, diminuée de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des instruments dérivés actifs, et augmentée des engagements de crédit-bail immobilier. Il s'agit d'un indicateur alternatif de performance fréquemment utilisé dans le secteur d'activité du Groupe, et suivi par les prêteurs.

Dette financière nette d'Exploitation : Dette financière brute d'Exploitation, hors obligations locatives au sens d'IFRS 16, diminuée de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des instruments dérivés actifs, et augmentée des fonds propres apportés à l'activité immobilière et des engagements de crédit-bail immobilier. Il s'agit d'un indicateur alternatif de performance fréquemment utilisé dans le secteur d'activité du Groupe, et suivi par les prêteurs.

EBITDA : (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciations and Amortization) : Résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels, dotations aux amortissements et provisions, après dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobilier. Il s'agit d'un indicateur alternatif de performance fréquemment utilisé dans le secteur d'activité du Groupe.

EBITDA d'Exploitation : EBITDA de l'activité Exploitation. Il s'agit d'un indicateur alternatif de performance utilisé par le Groupe pour suivre la performance de son activité principale.

EBITDA hors IFRS 16 : EBITDA avant élimination des loyers selon IFRS 16. Il s'agit d'un indicateur alternatif de performance fréquemment utilisé dans le secteur d'activité du Groupe.

EHPAD : Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes

Établissements en régime de croisière : établissements conformes au modèle d'exploitation LNA Santé (qualité de la prise en charge, taille cible d'établissement, état neuf de l'immobilier, management formé et impliqué, organisation efficiente).

Établissements en restructuration ou en phase d'ouverture : établissements repris ou ouverts depuis environ un an et ayant les caractéristiques suivantes :

- Travaux en cours de rénovation et/ou agrandissement
- Mise en œuvre des standards du Groupe

ETP : Équivalent Temps Plein.

Fonds propres d'Exploitation ajustés ou Fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation : représentent les fonds propres consolidés de l'activité Exploitation, hors impacts de la norme IFRS 16, augmentés des impôts différés passifs d'Exploitation, hors impacts IFRS 16, liés principalement à la valorisation des actifs incorporels d'Exploitation. Il s'agit d'un indicateur alternatif de performance utilisé par les prêteurs du Groupe pour déterminer les ratios d'endettement de celui-ci.

Gearing d'Exploitation : Ratio de la dette financière nette d'Exploitation sur les fonds propres d'Exploitation ajustés. Il mesure le risque de la structure financière de l'entreprise. Il s'agit d'un indicateur alternatif de performance utilisé par les prêteurs du Groupe.

HAD : Hospitalisation à Domicile

International Métier : regroupe l'activité des MRPA en Belgique et des cliniques en Pologne.

Levier d'Exploitation ou ratio de levier : représente le ratio de la dette financière nette d'Exploitation sur l'EBITDA d'Exploitation. Il s'agit d'un indicateur alternatif de performance utilisé par les prêteurs du Groupe.

Lits à installer : Lits autorisés mais non encore exploités.

Marge Brute d'Autofinancement (MBA) : correspond au résultat net d'ensemble retraité des amortissements et provisions, du coût de l'endettement financier net, des charges d'impôt, des résultats de cessions, des dividendes reçus et des autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie.

Médico-Social France : secteur opérationnel regroupant l'activité des EHPAD en France.

MOC : Marge Opérationnelle Courante : rapport du Résultat Opérationnel Courant sur le chiffre d'affaires

MRPA : Maison de Repos pour Personnes Âgées. Lits intégrés dans les Maisons de Repos et réservés aux personnes âgées.

NEU-CP : *Negotiable European Commercial Paper* : titres négociables à court terme, anciennement dénommés billets de trésorerie

OCI : Other Comprehensive Income : autres éléments du résultat global.

PSY : Clinique Psychiatrique

RCF : Revolving Credit Facility : crédit syndiqué fonctionnant par tirages

Reprise en cours d'exercice : Établissements qui n'étaient pas présents au premier Janvier N ou créations ouvertes en cours d'exercice.

ROC : Résultat Opérationnel Courant

ROP : Résultat Opérationnel

Sanitaire France : secteur opérationnel regroupant l'activité des SMR, la psychiatrie, la chirurgie et les HAD

SMR : Soins Médicaux et de Réadaptation

Trésorerie nette : disponibilités et équivalents de trésorerie diminués des concours bancaires courants

UGT : Unité Génératrice de Trésorerie